

Transformer les villes et les territoires pour changer le monde

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2020



SOMMAIRE

P.06 **Partie 01** Une École urbaine pour former les esprits et transformer les pratiques

- P.08 Une École urbaine à Sciences Po
- P.10 Chiffres clés
- P.12 Équipe de l'École urbaine
- P.14 Entretien avec les délégués
- P.15 Nos associations d'étudiants et de diplômés
- P.16 Portraits de diplômés

P.20 **Partie 02** L'École en action

- P.22 Recherche et enseignements
- P.28 Voyages d'études
- P.36 Projets collectifs





L'École urbaine de Sciences Po se mobilise pour une deuxième étape.



Après cinq années, nous avons souhaité, à travers ce premier rapport d'activité, engager un bilan de l'action menée et mettre en lumière et en débat nos convictions, nos pratiques en matière de formation des professionnels des villes et des territoires.

L'École urbaine accueille environ 400 étudiants par an dans quatre masters principaux (STU, GLM, Cycle, GETEC)¹, quatre doubles diplômes (avec la London School of Economics, le Colegio de Mexico, UCLA et l'Université Bocconi), deux masters avec l'Executive education, des échanges avec 7 universités, en Europe (Politecnico de Milan, University of Amsterdam, UCL) et en Chine (Renmin, Zhejiang, Hong Kong U) ainsi que des conventions et doubles masters avec des écoles d'ingénieurs (ESTP, EPF, ISAE-Supaero et AgroParisTech). Elle organise 40 projets collectifs et 6 robustes voyages d'études par an en France, en Europe et dans le monde. Deux chaires d'enseignement et de recherches ont été lancées, l'une « Villes et Numérique » repart pour trois ans avec nos partenaires RTE, la Poste et la CDC (CISCO était associé à la première période) et la seconde « Villes, Logement, Immobilier » avec GECINA, CDC Habitat et la FPI. Des conventions sont régulièrement nouées avec des partenaires tels que Nexity, UN-Habitat, la Société du Grand Paris ou la SOLIDEO pour les Jeux Olympiques.

C'est l'occasion de nous projeter vers de nouveaux horizons, dans un moment très particulier où, à la faveur de crises et de transitions, de processus de globalisation et d'urbanisation mais aussi de retour au local et de remise en cause des métropoles, les imaginaires sont en évolution rapide, les futurs urbains en question, les attentes vis-à-vis des territoires

immenses et les gouvernances encore très largement en chantier.

Logement, digital, eau, développement économique, travail, éducation, emploi, commerce, culture, mobilité, services, santé, sécurité, énergie, alimentation, protection contre les aléas climatiques, vivre ensemble, démocratie... : dans tous ces domaines, en France, en Europe et dans le monde, les citoyens des territoires et des villes, habitants et usagers, les associations, les entreprises, les autorités publiques, les organisations se mobilisent pour développer des capacités d'intervention, et élaborer des solutions originales aux problèmes collectifs du XXI^e siècle. C'est pourquoi nous croyons fermement que transformer les villes et les territoires contribue à changer le monde.

Les chapitres de ce rapport sont des fenêtres ouvertes sur la vie quotidienne, la raison d'être et l'ambition d'une École urbaine à Sciences Po.

Les **débats**, parfois des controverses ou des conflits (sur la manière de rendre nos villes et nos territoires plus inclusifs, solidaires, sobres ou résilients), sont une constante dans nos murs. Ils sont nourris par l'apport des enseignants chercheurs en sciences sociales, des professionnels et bien sûr des étudiants, dans une logique de décloisonnement des savoirs, d'esprit critique, de confrontation fructueuse des points de vue, de comparaison.

Les **projets** traduisent la volonté farouche de l'École d'ancrer le savoir dans l'action, de travailler les formes d'action collective, la conception des politiques publiques, les mobilisations des ONG ou les stratégies privées. Surtout l'École prépare à leur mise en œuvre, leur inscription dans le réel (Qui est gouverné?) en analysant les contextes politiques,

les résistances sociales, les contraintes physiques, techniques et environnementales qui caractérisent les territoires, sans oublier les interdépendances, les flux, les compétitions et les alliances qui relient les territoires entre eux. Vous découvrirez ainsi quelques-uns des travaux réalisés par nos étudiants, notamment dans le cadre des projets collectifs que nous menons chaque année avec nos partenaires publics, privés et associatifs. Cette quarantaine de projets annuels contribue d'ailleurs à former progressivement un passionnant observatoire des tendances et des mots d'ordre à l'œuvre dans nos villes et territoires, matériau brut que nous avons commencé à exploiter dans le cadre du « Lab » de l'École.

Les **voyages** sont un moment particulier de la vie des étudiants à l'École urbaine. Ils cristallisent, dans un espace et un temps donnés, leur apport à la compréhension de phénomènes contemporains et de jeux de gouvernance complexes. Ils sont l'occasion d'enquêter collectivement, d'aller voir sur place, sur le terrain, non seulement « comment », mais aussi « pourquoi » et « pour qui » on gouverne. Dans les extraits des carnets de voyage que nous publions, vous aurez ainsi un aperçu des analyses des étudiants sur Séoul, emblème de la *Korean Smart City*, sur Rennes, métropole régionale engagée dans une politique de logement très ambitieuse, sur la Ruhr, une *City of cities* embarquée dans une transition industrielle, économique et écologique de grande ampleur ou encore sur l'agglomération de Clermont-Ferrand et ses enjeux de redynamisation économique et urbaine.

Parce qu'ils sont au cœur de notre projet et la première source de motivation de toutes celles et ceux qui contribuent à l'École urbaine (enseignants, équipes pédagogiques, tuteurs, anciens...), nous avons voulu faire une grande place à nos étudiants, d'abord en publiant une série de « portraits » qui montre la grande diversité de leurs profils et de leurs trajectoires, ensuite en donnant la parole aux délégués de nos Masters. Ceux-ci témoignent d'une année 2020 riche en rebondissements, traversée en particulier par l'adoption d'un modèle d'enseignement « hybride », à la fois présentiel et digital, pour faire face au confinement et la nécessaire distanciation physique.

Enfin, parce que ce rapport d'activité constitue un point d'étape plutôt qu'un aboutissement, nous voulons qu'il soit l'occasion d'engager un travail d'évaluation et d'actualisation de notre projet stratégique pour les cinq années à venir, sous l'égide du Conseil stratégique présidé par Jean-Marc Offner.

Il nous faut ainsi réfléchir collectivement à identifier les nouveaux leviers de transformation qui sont parfois des angles morts de notre recherche, de nos enseignements, de nos politiques publiques et de nos stratégies privées, comme nous l'avons fait récemment avec le nouveau Master sur la gouvernance de la transition écologique ou encore avec les Chaires *Villes et Numérique* et *Villes, Logement, Immobilier*. La manière dont se posent (ou reposent) les questions d'aménagement du territoire, de décentralisation, de cohésion sociale et territoriale, de santé, de participation à la décision et à l'action collective, de relations entre public et privé dans la fabrique de la ville et la gestion urbaine, tous ces thèmes appellent sans doute de nouveaux enseignements, de nouvelles recherches, de nouveaux voyages, de nouveaux projets.

Les manières d'apprendre et d'enseigner doivent également évoluer. Si le pari de former des stratèges, des managers, des ensembles polyvalents, à même de coordonner les expertises techniques, reste le fondement du projet, il faudra en permanence s'atteler à incorporer les nouvelles compétences utiles (notamment en sciences) en prenant le tournant du digital, sans perdre de vue le rapport particulier au terrain, au sensible et à l'humain dans nos métiers, en cultivant toujours plus la sobriété, la créativité, l'esprit critique, la capacité de négociation et de prise en compte des inégalités, l'innovation et la culture de la coopération chez nos étudiants.

Nous nous saisissons de cette ambitieuse feuille de route avec énergie et enthousiasme en souhaitant vous y associer pleinement.

En attendant de nous retrouver, nous vous souhaitons une très bonne lecture.

Patrick Le Galès, Doyen,
et Guillermo Martin, Directeur exécutif

1. Stratégies territoriales et urbaines, Governing the Large Metropolis, le Cycle d'urbanisme, Governing Ecological Transitions in European Cities.

PARTIE

01

Une École urbaine pour former les esprits et transformer les pratiques

- P.08 Une École urbaine à Sciences Po
- P.10 Chiffres clés
- P.12 Équipe de l'École urbaine
- P.14 Entretien avec les délégués
- P.15 Nos associations d'étudiants et de diplômés
- P.16 Portraits de diplômés



P.06

P.07



Une École urbaine à Sciences Po

Au moment de son lancement, l'affaire n'est pas gagnée, le projet ne va pas de soi. Car vues de Paris, les questions urbaines ne méritent pas une attention démesurée. L'action locale n'est-elle pas le sous-produit des politiques nationales ? Notre intelligibilité des mutations contemporaines gagnera-t-elle vraiment à honorer les dimensions spatiales de la vie économique et sociale ? D'ailleurs, existe-t-il dans ce domaine aux contours flous des débouchés professionnels à la hauteur des attentes d'étudiants aussi prometteurs qu'exigeants ?

Le rapport de préfiguration de juin 2015 a emporté la conviction. L'École urbaine est née, héritière de cursus spécialisés déjà reconnus mais soucieuse de porter des promesses neuves, faisant sienne la belle idée de comprendre le monde pour le transformer.

Le pari lancé il y a cinq ans était double :

former des professionnels dotés d'un bagage technique et scientifique inédit, aptes à répondre aux multiples enjeux des dynamiques territoriales contemporaines, sensibles aux défis de la gouvernance urbaine et métropolitaine, grâce aux bienfaits d'une posture intellectuelle originale ;

engager pour ce faire un rassemblement de compétences ambitieux, renforcé par la montée en puissance des thématiques urbaines et environnementales au sein des équipes de recherche de Sciences Po ; et promouvoir une inventivité pédagogique à la hauteur des nécessités d'une transmission critique des savoirs et des expériences, formatrice de talents préparés à s'insérer facilement dans des univers professionnels variés tout autant qu'à contribuer à leur indispensable transformation.

Le directeur de Sciences Po posait ainsi les fondations de l'École urbaine : « Il y a bien une culture professionnelle à inventer pour répondre, en France comme en Europe

et dans le monde, aux défis de la "planète urbaine" qui est désormais notre habitat. Cela passe par un positionnement intellectuel inédit qui, loin de la figure du spécialiste de la généralité, forme des managers urbains polyvalents, des fabricants d'action publique à l'aise dans le dialogue et la pluridisciplinarité, maîtrisant des langages techniques, imprégnés de la double culture du public et du privé.

Cela suppose aussi une mobilisation rigoureuse des sciences sociales, à même d'opérer le nécessaire *aggiornamento* de l'ingénierie et de la gouvernance territoriales. Dès lors s'impose une pédagogie exigeante : la fécondation des expertises savantes et opérationnelles par la coopération entre chercheurs engagés et professionnels distancés ; un double regard français et international ; la confrontation entre apports théoriques et terrains ; l'apprentissage accéléré du travail collectif et des relations partenariales ».

À chacune de ses cinq années d'existence, l'École urbaine a progressé, créé des chaires d'enseignement et de recherche, ouvert de nouvelles formations, renforcé les synergies internes et diversifié ses partenariats. Les étudiants ont été au rendez-vous, leurs employeurs également. Forte de sa créativité pédagogique, l'École urbaine a diffusé ses bonnes pratiques. Elle doit renforcer ses capacités d'expérimentation, avant-gardisme un temps bridé par l'accélération des rythmes de travail. Confiante dans ses apports professionnels et scientifiques, forte de ses « anciens », déjà nombreux et engagés, elle doit prendre toute sa place dans un débat public, intellectuel autant que politique, qui a grand besoin de ses lumières, de ses analyses, de ses propositions.

Jean-Marc Offner
Président du comité stratégique de l'École urbaine
Directeur général de l'a-urba (agence d'urbanisme Bordeaux Aquitaine)

MEMBRES DU CONSEIL STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE URBAINE ENTRE 2015 ET 2020

(les fonctions indiquées sont celles exercées sur cette période)

Jean-Marc Offner, président du conseil stratégique

Frédéric Mion, directeur de l'IEP de Paris et administrateur de la FNSP

Bénédicte Durand, directrice des études et de la scolarité

Patrick Le Gales, doyen de l'École urbaine

Guillermo Martin, directeur exécutif de l'École urbaine

Marc Abadie, président de CDC Biodiversité, Caisse des Dépôts et Consignations

Gaëlle Andro, vice-présidente de Rennes Métropole

Catherine Barbé, directrice des partenariats stratégiques à la Société du Grand Paris

Fabrizio Barca, économiste, ancien ministre de la cohésion territoriale

Christophe Chevallier, architecte paysagiste, AREP

Joan Clos, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et directeur exécutif du Programme ONU-Habitat

Aude Debreil, directrice générale de l'EPA de Sénart

Karima Delli, députée européenne

Catherine El Arouni, déléguée générale des Restos du Coeur

Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique

Nicolas Ferrand, directeur général de la Solideo

Lamia Kamal-Chaoui, adjointe au secrétaire général, OCDE

Daniel Kaplan, cofondateur et délégué général, Fondation pour l'Internet Nouvelle Génération

Philippe Laurent, maire de Sceaux, vice-président de l'Association des Maires de France

Cécile Leclair, directrice, Avise

David Mangin, architecte, directeur de l'agence SEURA

Eduardo Marques, professeur, Université de Sao Paulo, Centre d'Études Métropolitaines

Emmanuelle Obligis, directrice des Expertises et de l'Ingénierie des Projets, SCET

Anne Odic, responsable de la division Collectivités locales et Développement urbain, AFD

Jean-Luc Poidevin, directeur délégué, Nexity

Aurélien Rousseau, directeur général de l'agence Régionale de Santé Île-de-France

Cristina Tajani, maire adjoint de Milan

Pierre Veltz, ancien directeur général de l'Établissement Public Paris Saclay

Philippe Yvin, président du Directoire Société du Grand Paris

NOS ENSEIGNANTS, CHERCHEURS À SCIENCES PO

Alvaro Artigas Pereira

Anne-Laure Beaussier

Clément Boisseuil

Dominique Boullier

Alix Chaplain

Pierre Charbonnier

Pierre-Philippe Combes

Antoine Courmont

Bruno Cousin

Marco Cremaschi

Olivier Dabene

Francesco Findeisen

Brigitte Fouilland

Laurent Fourchard

Virginie Guiraudon

Charlotte Halpern

Sukriti Issar

Christophe Jaffrelot

Nordine Kireche

Patrick Le Gales

Patrick Le Lidec

Pierre Madec

Pap Ndiaye

Étienne Nouguez

Giacomo Parrinello

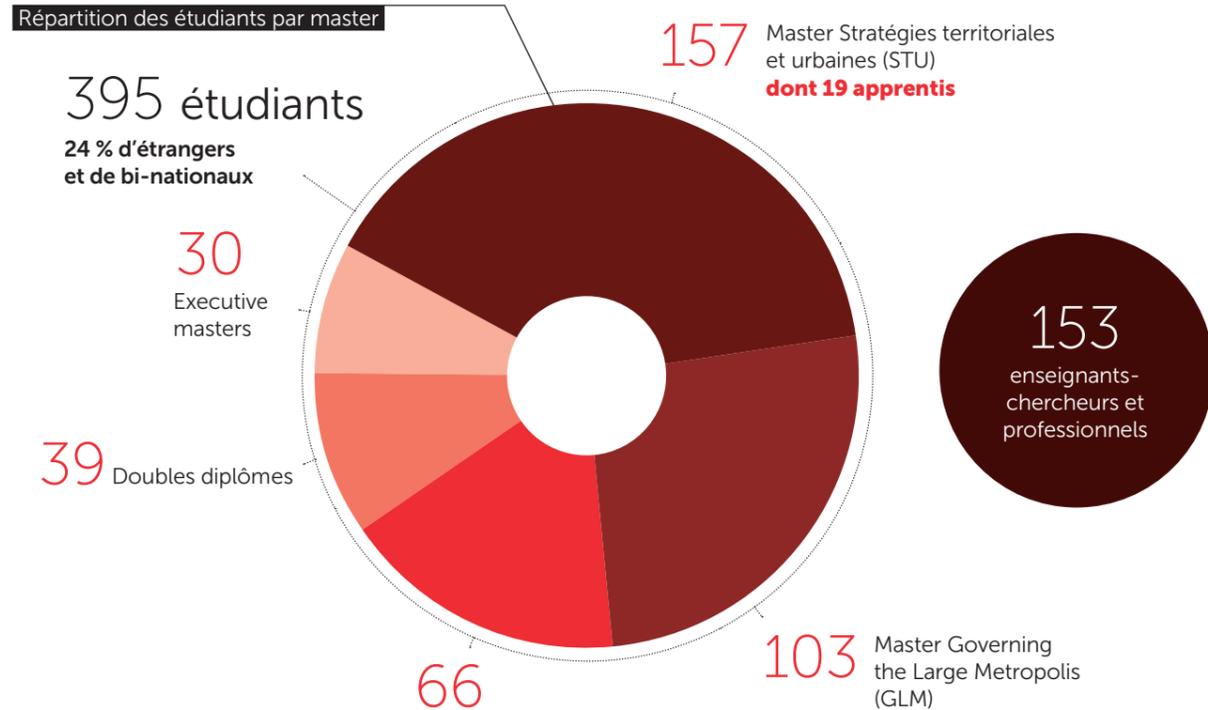
Jean-Louis Rocca

Xavier Timbeau

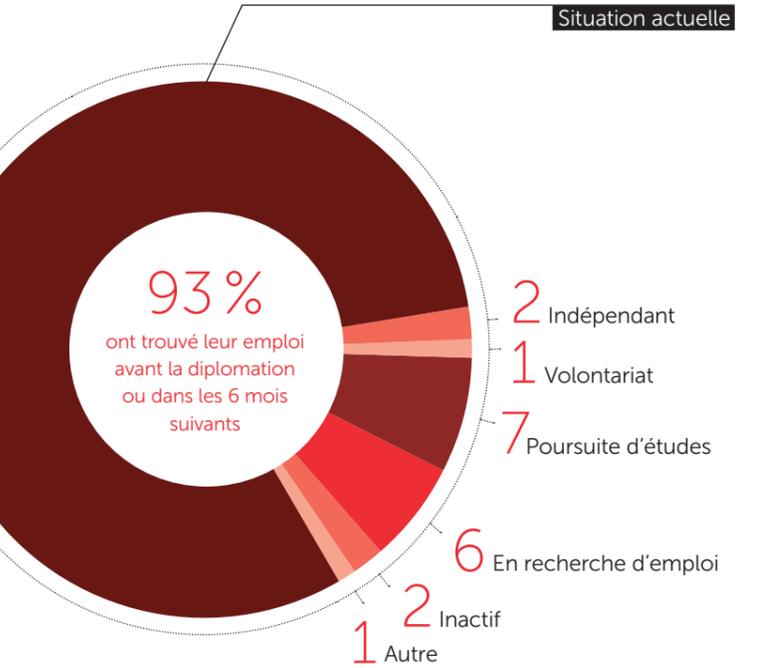
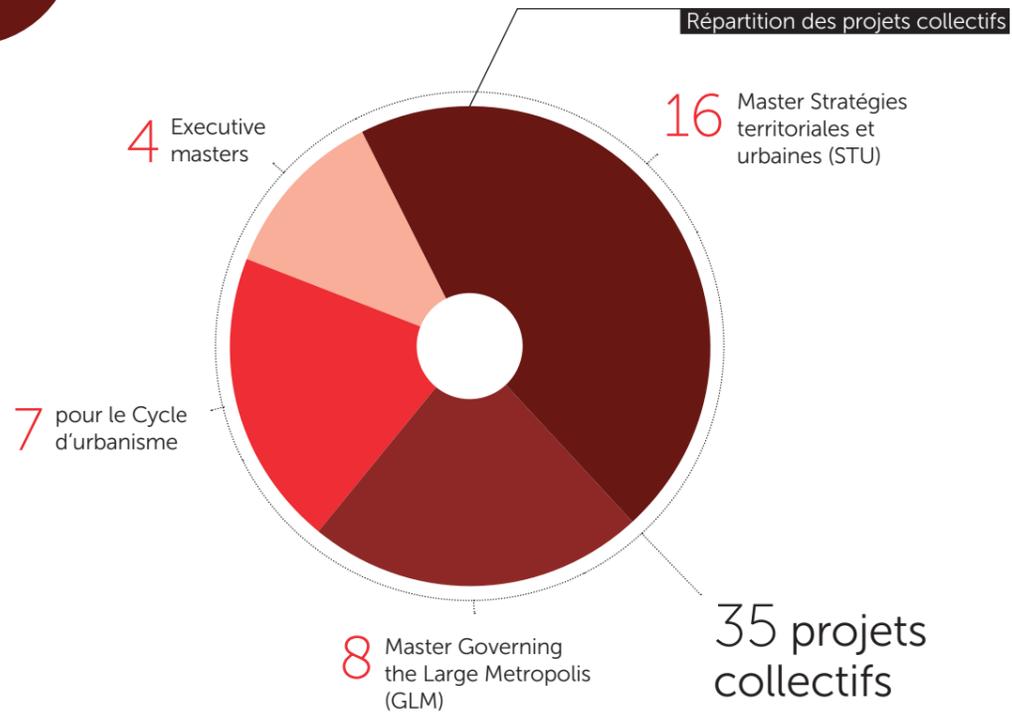
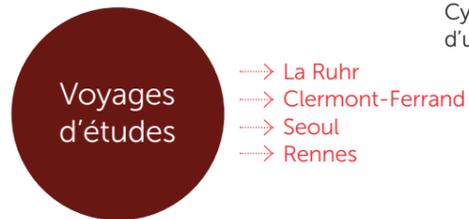
Eric Verdeil

Tommaso Vitale

Chiffres clés 2019/2020

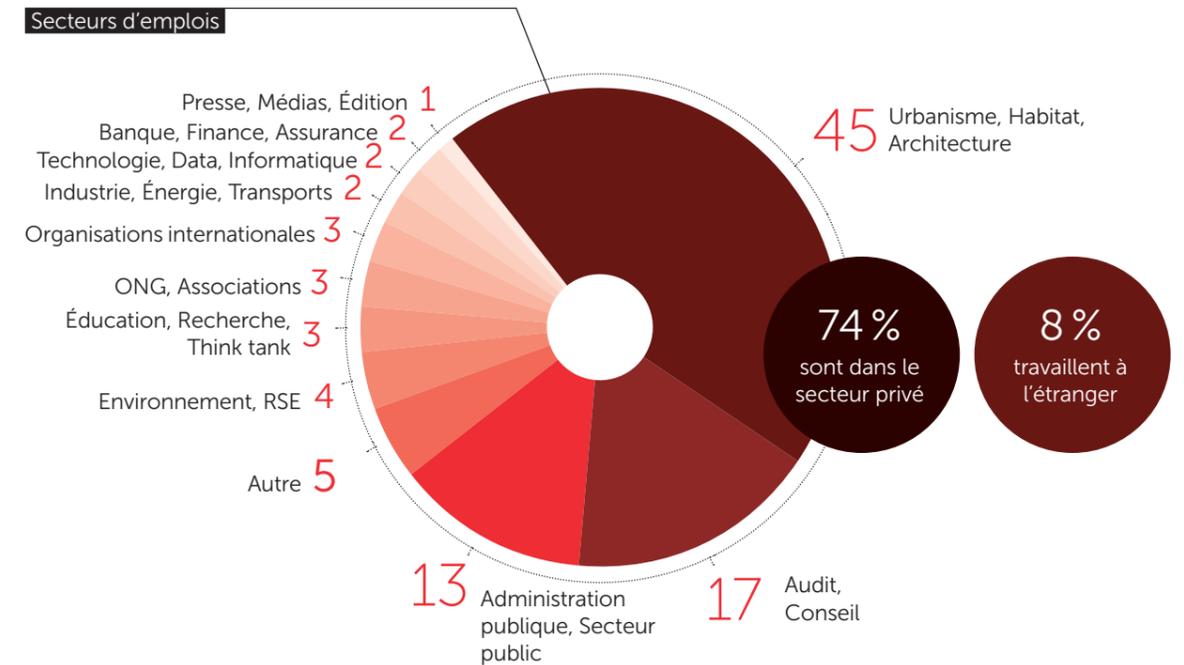


P.10



Ces données sont tirées de l'Enquête d'insertion de nos diplômés 2018 qui a été réalisée par Sciences Po Carrières en 2020. Le taux de réponse était de 73 %.

P.11



TYPE DE POSTES OCCUPÉS

- Chargé de mission d'une agence de développement et d'urbanisme
- Chargé d'études et de prospective
- Chargé de mission ESS
- Chargé d'affaires et de développement urbain
- Responsable de montage d'opérations immobilières
- Chargé de développement immobilier
- Collaborateur d'association d'élus
- Consultant finances publiques locales
- Consultant développement durable
- Ingénieur d'études
- Consultant logement et habitat
- Responsable communication et concertation
- Responsable marketing et développement

ORGANIGRAMME

Équipe de l'École urbaine

— MASTER STRATÉGIES TERRITORIALES ET URBAINES —



Eric VERDEIL
Responsable scientifique



Irène MBOUMOUA
Responsable pédagogique

Béatrice SUSANNA-DELPECH
Assistante pédagogique Master STU (M1)

— CYCLE D'URBANISME —



Marco CREMASCHI
Responsable scientifique



Marina GAGET
Responsable pédagogique

Jérôme MICHEL
Assistant pédagogique Cycle d'urbanisme et Master STU (M2)

— MASTER GOVERNING THE LARGE METROPOLIS —



Tommaso VITALE
Responsable scientifique



Pauline EMILE-GEAY
Responsable pédagogique



Cristina REYES-GARCIA
Responsable administrative Masters GLM et GETEC - Suivi des étudiants internationaux

— MASTER GOVERNING ECOLOGICAL TRANSITIONS IN EUROPEAN CITIES —



Patrick LE GALES
Responsable scientifique



Giacomo PARRINELLO
Responsable scientifique



Catherine BACHETER-COMMUNAL
Responsable pédagogique - Responsable de la filière apprentissage (STU)

— DIRECTION —



Patrick LE GALES
Doyen



Guillermo MARTIN
Directeur exécutif

— FONCTIONS TRANSVERSES —



Sandrine BOISARD
Responsable financière et juridique



Marie BARRAUD
Responsable communication et événementiel

EN CO-GESTION AVEC L'EXECUTIVE
ÉDUCATION DE SCIENCES PO

— EXECUTIVE MASTER GOUVERNANCE TERRITORIALE ET DÉVELOPPEMENT URBAIN —



Charlotte HALPERN
Directrice de l'Executive master



Louis DELESALLE
Responsable de programmes

— EXECUTIVE MASTER STRATÉGIE ET FINANCE DE L'IMMOBILIER —



Nordine KIRECHE
Directeur de l'Executive master



Aude VINCENT
Responsable de programmes

NOS DOUBLES DIPLÔMES

- Urban Policy avec la London School of Economics (LSE)
- Comparative Urban Governance avec le Colegio de México
- Global and Comparative Urban Planning and Governance avec UCLA (University of California, Los Angeles)
- Management of International and Public Affairs avec l'Université Bocconi

NOS CHAIRES DE RECHERCHE

— CHAIRE VILLES ET NUMÉRIQUE —



Antoine COURMONT
Directeur de la Chaire

— CHAIRE VILLES, LOGEMENT, IMMOBILIER —



Nordine KIRECHE
Directeur de la Chaire

Entretien avec les délégués



FLORINDA BARTOLI

Entretien avec Florinda Bartoli, Victor Dumont et François Taroni, délégués des étudiants de l'année universitaire 2019/2020.

Comment s'est passée cette année ?

FLORINDA : Dans l'ensemble, le semestre d'automne a été plutôt apprécié des étudiants. La deuxième partie de l'année, marquée par la crise sanitaire, a bien évidemment été une période compliquée. Les étudiants ont dû faire face à de nombreux changements et s'adapter à la situation. Heureusement, l'équipe pédagogique du master a été très à l'écoute et a su répondre à nos besoins. Les cours ont été repensés et la charge de travail ajustée. Globalement, cela a bien fonctionné. Il a bien entendu été difficile pour certains d'entre nous de suivre les cours en ligne. Ce n'était pas évident de garder sa motivation et de ne pas décrocher.

FRANÇOIS : Je suis assez d'accord. La première partie de l'année s'est très bien passée et était à la hauteur des attentes des étudiants. Le semestre a été très riche. Au début de la crise, l'équipe pédagogique a été très réactive : en une semaine, tous les supports avaient basculé en numérique (vidéos youtube, cours en ligne, supports). Je ne pense pas que les étudiants aient le ressenti d'avoir perdu en qualité des enseignements. Il y a eu bien sûr un manque d'échanges humains et certains sont déçus d'avoir eu une année tronquée.

VICTOR : Notre ressenti est également assez positif. L'équipe de l'École était très à l'écoute sur les différentes difficultés rencontrées par les étudiants. Il y a eu quelques semaines de flottement au début du confinement pour tout adapter mais nous avons pu poursuivre notre scolarité. Nous avons cependant été frustrés de ne pas pouvoir nous voir et échanger entre nous. Ces échanges sont une réelle source d'apprentissage grâce à l'hétérogénéité des étudiants.

Que pensez-vous de votre formation ?

FLORINDA : Nous n'apprenons pas une « doctrine unique » de l'urbain. Nous abordons le point de vue de plusieurs acteurs : aménageurs, ingénieurs, élus... Cette multidisciplinarité rend le master Governing the Large Metropolis remarquable. Cependant, comme nous ne sommes pas formés sur un seul métier mais sur des compétences globales, qui doivent nous permettre de faire dialoguer les expertises, certains ont parfois besoin d'être rassurés par l'équipe pédagogique et les diplômés sur la manière d'arriver dans le monde professionnel, de comprendre quelle sera notre mission et de quelle façon nous pouvons nous « vendre » auprès des employeurs.

FRANÇOIS : Une des forces du Cycle d'urbanisme est son côté « terrain », qui permet de rencontrer des acteurs très divers en France et en Europe. Certains enseignements sont très opérationnels et d'autres sont plutôt théoriques, ce qui nous donne une vue assez large de toutes les questions liées au domaine de l'urbanisme. Nous devenons des généralistes ensembliers de l'urbain, ce qui peut ne pas convenir à ceux souhaitant une ultra-spécialisation dans un domaine précis mais nous donne des possibilités d'évolution professionnelles plus riches. La concentration de la formation sur un an induit une importante charge de travail mais permet d'acquérir un large panel de compétences, y compris techniques, en peu de temps.

VICTOR : Le master Stratégies territoriales et urbaines est une formation complète dans laquelle beaucoup de champs sont abordés. Il y a une vraie cohérence entre les enseignements et nous avons de très bons professeurs. L'apport des cours théoriques est souvent pleinement compris lorsque nous arrivons en situation professionnelle ou dans le cadre des projets collectifs, qui ont été une expérience très concrète. Certains étudiants peuvent parfois avoir la crainte de ne pas être assez spécialisés mais au vu de l'insertion des diplômés, cela n'a pas l'air d'être un problème !

P.14

NOS ASSOCIATIONS D'ÉTUDIANTS ET DE DIPLÔMÉS

L'École urbaine a diplômé près de 3340 étudiants

IN SITU

In Situ est l'association des étudiants et anciens des Masters Stratégies territoriales et urbaines, Governing the Large Metropolis, Governing Ecological Transitions in European Cities et de l'Executive Master Gouvernance territoriale et développement urbain (depuis 2019).

L'association joue un rôle important dans l'intégration des promotions. Elle organise chaque année lors de la prérentrée un grand jeu à destination des nouveaux étudiants en première année de Master. À la suite de cet événement, ceux-ci rencontrent, lors d'un moment convivial, leurs parrains et marraines M2 du programme de parrainage d'In Situ. L'année scolaire est également ponctuée d'événements festifs organisés par l'association.

In Situ est également active dans l'aide à l'orientation des étudiants. Son pôle Alumni organise plusieurs fois par an des conférences et rencontres avec des anciens

qui peuvent parler de leurs parcours aux étudiants. En complément, l'association diffuse sur son site des offres de stage, d'alternance et d'emploi à destination de ses adhérents, étudiants comme alumni.

In Situ travaille aussi de manière croissante à la recherche et la promotion d'idées nouvelles en rapport avec les enjeux de gouvernance territoriale. Le mouvement a été amorcé par les conférences thématiques organisées par le pôle Executive Master en 2019-2020, et il se poursuit avec la réactivation en 2020 du pôle Recherche.

Enfin, un concours photo est dirigé chaque année par l'association. Des voyages propices aux échanges et découvertes sont également organisés ponctuellement en France ou en Europe, afin d'étudier des situations urbanistiques ou territoriales particulières ou innovantes.

P.15

SCIENCES PO URBA

L'association Sciences Po Urba représente les étudiants et anciens du Cycle d'urbanisme.

Depuis sa création, cette association a pour buts :

- De faire vivre le réseau des anciens et renforcer les liens des membres autour d'événements organisés par l'association ;
- D'engager toute initiative favorisant l'actualisation des connaissances d'urbanisme des anciens élèves, par l'organisation de visites, de rencontres, de conférences, de voyages etc.
- De contribuer à la notoriété du Cycle d'urbanisme et à la promotion des travaux réalisés sous son égide ;
- D'assurer la diffusion périodique de l'annuaire des anciens et de favoriser le placement et les mutations des anciens élèves ;

- D'assurer la représentation des anciens élèves au sein de tous les organismes professionnels, administrations et institutions susceptibles d'influer sur les conditions d'exercice des professions auxquelles le Cycle prépare ; de promouvoir les intérêts individuels et collectifs ;
- L'association Sciences Po Urba s'emploie à organiser tout au long de l'année des visites, des rencontres entre professionnels de l'urbanisme, des conférences, des voyages, des ateliers de réflexion appelé « Cycle Continu » et publiée, notamment via son site internet, des retours sur ces événements sous différents supports (vidéo, articles, etc.).



In Situ

insituasso@gmail.com
<http://insitu.asso.fr/>



contact@scpo-urba.fr
<https://scpo-urba.fr/>

Stéphanie Weber a été diplômée du Cycle d'urbanisme en 2018. À la suite d'études d'architecture et d'urbanisme au Brésil, elle est venue réaliser en France un Bachelor de Géographie et d'Aménagement territorial. Après différentes missions en Hongrie, au Chili et en Chine, elle a intégré le Cycle.

D'où vient votre intérêt pour les questions urbaines ?

Ayant vécu la plupart de ma vie à São Paulo, j'ai toujours eu un fort intérêt pour les questions urbaines et spatiales. Le vrai déclic m'est venu lorsque j'avais 15 ans, durant un voyage d'un mois en Amazonie. Je rencontrais différentes communautés locales et l'une d'entre elles était bénéficiaire d'un programme de l'État pour la construction de 100 maisons. Les « nouvelles » maisons avaient été bâties depuis plus d'un an mais personne ne pouvait vivre à l'intérieur : l'environnement et les habitudes locales n'avaient pas été pris en compte et il faisait beaucoup trop chaud dans les bâtiments pour y vivre. C'est à ce moment-là que j'ai su que je voulais rendre la vie des gens meilleure à travers des changements spatiaux. Pour cette raison, j'ai réalisé des études en « Architecture et Urbanisme » au Brésil, où j'ai également travaillé dans des cabinets d'architecture.

Quel a été votre parcours depuis votre diplomation ?

Dans le cadre du stage pour la validation de master, je crois avoir pris une route plutôt atypique, en comparaison de mes camarades. Alors que la plupart d'entre eux sont restés en Europe ou en France, je suis partie à Nairobi, au Kenya. Pendant six mois, j'ai travaillé au siège de l'ONU Habitat, au sein du Département de Logement et d'Amélioration des Bidonvilles. Mon poste était au siège et j'ai pu travailler avec plusieurs villes de différents pays. Mes tâches étaient associées au développement du cadre méthodologique, de la mise en place et de l'évaluation du Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles. J'ai donc eu l'opportunité de travailler non seulement

à l'échelle locale du projet (en faisant du terrain à Nairobi et à Mtwapa au Kenya), mais également à l'échelle de la gestion du programme (lequel comptait 40 pays et plusieurs villes).

Parmi leurs objectifs, l'un était de créer un réseau de collaboration entre les différentes autorités locales des pays membres pour promouvoir le développement urbain intégré et participatif. Cela préfigurait déjà un objectif très proche du programme URBACT où je travaille actuellement au sein du Département de Communication et Capitalisation. Cette organisation aide les villes à renforcer leurs capacités à concevoir et à mettre en œuvre des politiques urbaines intégrées, par la création de réseaux entre différentes autorités locales en Europe. Avec divers objectifs tournés vers la cohésion politique territoriale, leur Secrétariat soutien trois types d'interventions : le renforcement des capacités locales, les échanges transnationaux et la capitalisation et dissémination.

Que vous a apporté le Cycle d'urbanisme ?

Je suis très reconnaissante de faire partie de l'histoire du Cycle d'urbanisme. Avoir un diplôme de Sciences Po, c'est une carte de visite précieuse sur le marché de travail. Mais en toute franchise, la chose que j'apprécie le plus, c'est que le Cycle m'a aidé à mieux me comprendre. J'ai appris à repérer mes atouts, mes intérêts et à reconnaître mes faiblesses. J'ai réussi à affiner mon projet et en retour le Cycle m'a offert une infinité d'opportunités.

Par exemple, j'ai connu le programme européen de coopération territoriale URBACT grâce au voyage d'étude que notre promotion a fait à Thessalonique, en Grèce. Nous avons eu la chance de participer à une réunion transnationale du réseau « Arrival Cities » (un réseau consacré au développement des villes pour l'accueil des migrants, lequel compte des villes de huit pays). Nous avons rencontré des bénéficiaires et des acteurs locaux, ainsi que des acteurs engagés d'autres pays. J'étais fascinée et ce fut à ce moment-là que j'ai su que j'aimerais y travailler un jour ! Aujourd'hui, je peux dire avec certitude qu'il existe un grand capital social à Sciences Po et que le Cycle d'urbanisme m'a appris à travailler sur quelque chose qui me passionne.



STÉPHANIE WEBER



Hugo Ribadeau Dumas a été diplômé du Master Governing the Large Metropolis en 2013. Il avait effectué son bachelor à Sciences Po et a passé sa troisième année en échange à l'Université Jamia Millia Islamia, en Inde, dans un master de journalisme.

Quel poste occupez-vous actuellement ?

Je travaille à New Delhi chez KPMG, à titre de conseiller pour le gouvernement indien (l'intitulé exact est Assistant Manager). KPMG est un réseau international de cabinets d'audits et de conseils.

Plusieurs types de projets m'ont été confiés dans des domaines aussi divers que le développement urbain, le tourisme et le commerce. En termes très généraux, mon travail consiste à proposer des solutions aux défis auxquels fait face l'administration indienne en matière de planification, de stratégie et de mise en œuvre.

Quel a été votre parcours depuis l'obtention de votre diplôme ?

Depuis que j'ai obtenu mon diplôme, j'ai décidé de me spécialiser sur l'Asie du Sud, en raison de mes affinités culturelles personnelles et également pour les défis de développement gigantesques auxquels la région est actuellement confrontée.

Au cours des six dernières années, j'ai travaillé en Inde, au Bangladesh et en Afghanistan. Ce faisant, j'ai appris plusieurs langues – hindi, ourdou, bengali, farsi – et j'ai donc approfondi ma connaissance de la région et de ses habitants. Ce fut un voyage fascinant que je tiens à poursuivre.

Sur le plan professionnel, je me suis spécialisé dans le secteur du développement. J'ai eu l'occasion d'observer ce secteur sous des angles très différents, grâce à des expériences de divers intervenants. J'ai d'abord été un mobilisateur communautaire auprès d'ONG en Inde, ce qui impliquait un travail de terrain intense. J'ai ensuite été engagé par une agence gouvernementale, l'AFD (Agence française de développement), pour laquelle j'ai coordonné la mise en œuvre de projets d'infrastructures à Dhaka, au Bangladesh. J'ai ensuite déménagé en Afghanistan où j'ai mené des recherches pour Altai Consulting afin d'évaluer l'impact des activités d'organismes donateurs.

Enfin, j'ai rejoint l'entreprise privée KPMG.

Que pensez-vous de votre formation à l'École urbaine ?

La compétence la plus utile que j'ai tirée de mes études à Sciences Po est une certaine discipline intellectuelle. Qu'il s'agisse de réflexion analytique ou de compétences rédactionnelles, Sciences Po m'a certainement appris à rester aussi rigoureux que possible.

L'École urbaine m'a également aidé à devenir un professionnel très polyvalent, capable de travailler sur des questions très différentes à des postes très différents. Cela constitue la force majeure d'une formation dans cette institution.

Votre master vous a-t-il permis de trouver du travail plus facilement ?

Oui, parce qu'un master en gouvernance urbaine est encore relativement rare sur le marché du travail. Ce qui, je pense, a aidé à différencier mon profil des autres candidats.



CAMILLE GAUMONT

Diplômée du Master Stratégies territoriales et urbaines ainsi que du Cycle d'urbanisme, Camille emploie aujourd'hui son énergie à élargir la place du vélo dans l'espace urbain gigantesque et dense de Plaine Commune, qui regroupe 9 villes au nord de Paris. Un moyen de concilier son expertise sur la ville, sa passion pour la bicyclette, et sa volonté d'agir concrètement pour la planète.

Vous êtes « cheffe de projet vélo » à Plaine Commune, un établissement public qui regroupe 9 communes au nord de Paris. En quoi consiste ce travail ?

Je suis la référente vélo sur tout ce territoire, grand comme la moitié de Paris, et qui regroupe 430 000 habitants. Je m'occupe à la fois de la conception et de la mise en œuvre de la stratégie cyclable : concrètement, j'agis en maîtrise d'ouvrage pour faire réaliser les itinéraires cyclables. J'ai aussi un rôle d'accompagnement et de conseil auprès des villes du territoire, des aménageurs mais aussi parfois des entreprises qui veulent développer la pratique du vélo. Je travaille également avec les associations - qui montent en puissance. Je dois coordonner une myriade d'acteurs impliqués dans la gouvernance du vélo : c'est un travail très transversal ! Le vélo sans réfléchir au partage de l'espace public, ça ne sert à rien : il faut aussi faire le lien avec le plan d'urbanisme, le plan énergie-climat, la politique biodiversité... Plaine Commune était parmi les pionnières en créant un Plan vélo en 2011 et un poste de Cheffe de projet vélo : la dynamique se développe aujourd'hui de plus en plus.

Vous vous êtes très tôt intéressée aux villes et à leur organisation, dès votre arrivée à Sciences Po...

Oui, à tel point que j'ai fait deux masters sur la ville à Sciences Po ! J'étais intéressée par la sociologie urbaine dès le bachelor. En passant ma troisième année d'études à Berlin, j'ai eu l'occasion de creuser un peu plus du sujet de l'aménagement du territoire. Je voulais poursuivre mes études en conservant à la fois les sciences humaines et l'ancrage local, concret. D'où mon choix du master Stratégies territoriales et urbaines,

qui touche plusieurs disciplines, et que j'ai complété ensuite par un an au sein du Cycle d'urbanisme, plus technique. Une fois diplômée, j'ai commencé à travailler dans le monde de l'aménagement du territoire en collectivités locales. À l'époque, la mode était aux éco-quartiers. J'ai fait un passage dans le privé comme consultante pour le Grand Paris, et je me suis de plus en plus intéressée aux modes de déplacements, car cela correspond à ce que j'aime : de l'interdisciplinaire, de la mise en réseau, la possibilité de faire évoluer les choses en profondeur, notamment sur le plan des émissions de carbone. Cet engagement au service de l'intérêt général et du climat est primordial pour moi : le domaine vélo permet d'agir de manière concrète et profonde dans la transition écologique.

Au-delà de votre travail, le vélo représente-t-il un engagement personnel ?

Oui bien sûr, je suis une adepte et une militante du vélo pour tous les déplacements, quotidiens et touristiques ! Ce que je trouve intéressant dans le vélo, c'est que c'est un levier de développement sobre : une technologie simple, qu'on connaît depuis longtemps, accessible à tous, et qui s'adapte facilement aux évolutions. Tout en ayant énormément de vertus ; pour se déplacer, faciliter l'échange social, rester en bonne santé, etc. Sur un territoire dynamique et jeune comme Plaine Commune, cela permet de travailler comme un pivot, avec des interlocuteurs très divers. Quand les postes dédiés au vélo ont commencé à fleurir, je me suis lancée. Dans mon travail actuel, j'adore pouvoir me déplacer à vélo sur tout le territoire !

Que conservez-vous de votre parcours à Sciences Po ?

Je crois que la pluridisciplinarité, et l'exigence intellectuelle pour appréhender des sujets complexes, me servent beaucoup dans mon travail au quotidien ! Tout comme la capacité à développer une vision d'ensemble, à analyser les choses dans leur globalité. J'ai aimé aussi, à partir du master, combiner la dimension gouvernance avec un focus local et concret. Au sein du Cycle d'urbanisme, j'ai appris à travailler avec des gens plus « techniques » que moi : c'est très important pour la suite. En fait je n'ai qu'un seul regret : être arrivée trop tôt pour pouvoir suivre le double cursus sciences & sciences sociales en bachelor. J'aurais adoré ça !

Quelques publications de diplômés

Et demain on fait quoi sur l'espace public?
Elise Arnoux

Best Practice for Urban Road Safety -
Rafaella Basile

Terres coutumières et communs : enjeux pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie -
Céline Cassourret & Camille Sachot

Towards inclusive mobility: Women's needs and behaviours in the Paris Region -
Cosima Malandrino et Luc Berman

Urban Governance and Disease Outbreaks: Cholera in Harare and Ebola in Monrovia -
Hillary Birch

L'accès aux logements sociaux -
Marine Bourgeois

Quand la finance déloge les habitants des métropoles -
Antoine Guironnet

El éxodo de las clases medias y altas de la ciudad al campo en tiempos de coronavirus -
Angela Maria Jimenez Avites

How "creative" is remembering? Cultured regeneration and the politics of memory in Bogota, Colombia -
Violante Torre

Smart Cities : des politiques numériques faiblement politisées? -
Maxime Vincent

Quelques organismes créés par nos diplômés

ADEXEL, cabinet de conseil pour les décideurs publics -
Elodie Parier

ENERGY ACCESS VENTURES, organisme investisseur dans des entreprises d'infrastructures intelligentes en Afrique -
Emmanuel Beau

GBOBÈTÔ, association œuvrant pour un écosystème urbain inclusif et durable -
Naomi Fagla Medegan

LES PETITES RIVIÈRES, agence de conseil en innovation sociale -
Sébastien Lévrier

MICROMEGA, cabinet d'architecture -
Mara Papavasileiou

PUBLIC SPACE NETWORK, ONG œuvrant pour la ville de Nairobi -
Anna Těhlová

SHADOW GARDEN, société conceptrice de structures végétales pour les villes -
Andy Bernard-Moulin

STOCK, startup dédiée à la compensation carbone sur le territoire français -
Thomas Martal et Guillaume Panthou

TRANSPORT FOR CAIRO, agence de conseil en mobilité urbaine pour les villes émergentes -
Mohamed Momtaz Hegazy

UNE AUTRE VILLE, agence d'assistance à maîtrise d'ouvrage urbaine -
Nicolas Rougé

URBANOVA, agence d'urbanisme et de conseil spécialisée dans l'innovation territoriale et urbaine -
Lionel Gastine

WOMENABILITY, association qui œuvre à l'inclusion du genre dans l'urbanisme -
Audrey Noeltner



SUKRITI ISSAR



OLIVIER ROZENBERG

PARCOURS RECHERCHE

Les étudiants des masters Stratégies territoriales et urbaines (STU), *Governing the Large Metropolis* (GLM) et *Governing Ecological Transitions in European Cities* (GETEC) qui souhaitent s'orienter vers un doctorat peuvent s'engager sur un parcours recherche en sociologie urbaine ou en science politique, dès le second semestre de leur scolarité. Les étudiants admis suivent ce parcours au sein de leur master, avec des cours et des exercices spécifiques. Le programme est organisé en partenariat avec l'École de la recherche de Sciences Po et les responsables sont les professeurs Sukriti Issar et Olivier Rozenberg.

PARTIE

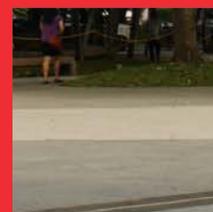
02

L'École en action

- P.22 Recherche et enseignements
- P.28 Voyages d'études
- P.36 Projets collectifs

P.20

P.21





P.22

CHAIRE "VILLES ET NUMÉRIQUE"

Lancée en mars 2017, la chaire « Villes et Numérique » est consacrée à la transformation des villes au regard de la révolution numérique. Financée par trois partenaires (La Poste, RTE et la Caisse des dépôts), elle a pour objet le développement d'enseignements et de recherches sur ces questions en associant des étudiants, des chercheurs et des partenaires de l'École urbaine de Sciences Po.

A lors que les villes sont engagées dans des transitions numériques et environnementales, la chaire interroge les transformations de la gouvernance urbaine liée à ces processus. Elle prend pour objet l'analyse des changements à l'œuvre dans la mise en œuvre des politiques publiques, les modes de vie des habitants, la recomposition du capitalisme urbain et la construction des marchés du numérique urbain, les stratégies des entreprises et leur régulation, les mobilisations sociales, etc. La chaire Villes & Numérique a pour ambition de positionner Sciences Po et l'École urbaine au cœur de la recherche et du débat public sur les transformations des villes par le numérique.

Les données au centre des recompositions de la gouvernance urbaine

La Chaire « Villes et Numérique » vise à ouvrir de nouveaux champs de recherche questionnant l'interaction entre numérique et gouvernance territoriale, dans une perspective comparée, autour de trois axes de questionnement :

- La recomposition du capitalisme urbain autour de l'accumulation de données et les transformations de l'action publique qui en découlent ;



- De la *smart city* à la *safe city* : l'usage des technologies pour la sécurité urbaine ;
- Transitions numériques et environnementales sur les territoires : des processus convergents ?

Ces recherches ont donné lieu à une quinzaine de working papers, disponibles sur le site de la chaire. Ceux-ci portent sur des sujets tels que les données immobilières, les expérimentations urbaines, les entreprises chinoises de la *safe city*, la valeur des données, le développement de la *smart city* dans les villes moyennes françaises ou la modélisation urbaine.

Parmi les principales publications de la Chaire figure le livre « *Gouverner la ville numérique* », publié fin 2019 au PUF, rassemblant des recherches originales questionnant les différents enjeux du numérique pour la gouvernance urbaine.

Les résultats des recherches passées ont également été présentés dans plus de quarante conférences et séminaires universitaires en France (École des Ponts Paris Tech, Mines Paris Tech, EHESS, Université Paris Est, Sciences Po Bordeaux) **et à l'international** (UCLA, New School, Copenhagen Business School, Hamburg University...).

Elles ont aussi été valorisées lors de communications professionnelles et conférences publiques auprès de publics divers (SNCF, CNIL, AFD, RTE, CDC, Groupe BPCE, Cerema, Waze, Métropole du Grand Paris...).

Trois conférences annuelles ont été organisées :

- En 2018, le colloque « *Plateforme et Territoires* » rassemblant 21 intervenants d'universités internationales et plus de 120 personnes dans le public. La journée s'est conclue par une table-ronde entre des représentants de Uber et de la ville de Paris.
- En 2019, la conférence « *Data, Platform & Cities* » a poursuivi la réflexion avec les présentations d'Alex Rosenblat, qui a mené une ethnographie de quatre ans auprès des chauffeurs Uber aux États-Unis, et de Bianca Wylie, mobilisée contre le projet de quartier connecté de Sidewalk Labs (Google) à Toronto.
- En 2020, la conférence « *Des villes sous surveillance ? Espaces urbains, sécurité et numérique* » a interrogé le développement de dispositifs technologiques de sécurité dans les espaces urbains en questionnant les effets sur le gouvernement des populations et des territoires.

Enseignements : former les managers du numérique urbain de demain

En lien avec son programme de recherche, la chaire a développé au sein de Sciences Po des enseignements sur ces thématiques numériques au sein des différentes formations de l'École urbaine (Masters Stratégies territoriales et urbaines (STU), Governing the Large Metropolis (GLM), Governing Ecological Transitions in European Cities et Cycle d'urbanisme) ainsi que dans les formations exécutives associées à l'École (Executive Master Gouvernance territoriale et développement urbain & Stratégie et finance de l'immobilier). Des projets collectifs ont également vu le jour grâce à nos partenaires : AREP, APUR, Cisco, RTE, Tactis, EPT Grand Orly Seine Bièvre, Lime, Syntec, entre autres.

En 2019, avec le soutien de la Chaire, l'École urbaine a lancé le cours « *Imaginaires des futurs urbains* ». Prenant la forme d'un cycle de six conférences, cet enseignement transversal à l'École urbaine visait à questionner les imaginaires des futurs urbains à partir de différentes perspectives disciplinaires (prospective, design, jeux vidéo, science-fiction, anthropologie, etc.). Il a pour objectifs pédagogiques d'ouvrir le champ des possibles aux étudiants et de développer leur capacité à se projeter dans le futur et à appréhender l'incertitude.

L'ambition de la chaire pour les prochaines années est de positionner l'École urbaine de Sciences Po comme le lieu de formation des nouveaux métiers urbains apparus avec le numérique. Les Chief Digital ou Data Officers, Chief Data Officers, les Responsables Smart City ou les data scientists urbains ont besoin conjointement d'appréhender les enjeux sociopolitiques du numérique et d'acquiescer une fine compréhension de la gouvernance territoriale. Pour cela, nous souhaitons renforcer les enseignements sur le numérique urbain au travers de plusieurs initiatives :

- Création d'un MOOC « *Governing the Digital City* » ;
- Mise en place d'ateliers « *Découverte du code* » à destination de l'ensemble des étudiants de l'École urbaine ;
- Organisation d'un événement annuel sur les métiers du numérique urbain à destination de nos étudiants et des professionnels du secteur ;
- Renforcement des passerelles avec l'incubateur de Sciences Po.

Antoine Courmont,
Directeur de la Chaire
« Villes et Numérique »



P.23

CHAIRE "VILLES, LOGEMENT, IMMOBILIER"

La chaire « Villes, Logement, Immobilier », a été inaugurée en octobre 2020, en présence des trois partenaires, engagés pour un premier programme de travail de trois ans : CDC Habitat, Gécina et la Fédération des Promoteurs Immobiliers (FPI).

Les activités ont démarré en janvier 2020, avec le recrutement du directeur de la chaire, et le déploiement des actions de structuration du projet et de recherche.

Apports

Cette seconde chaire de l'École urbaine de Sciences Po, vise à initier des travaux de recherche sur l'immobilier, ainsi qu'à promouvoir les enseignements sur le sujet, au sein de ses programmes de formation initiale et continue.

Grâce aux fonds levés auprès des partenaires, un directeur a été engagé pour une durée de trois ans, en charge du développement de la structure, et du projet scientifique. Ils permettent également de financer l'ensemble des enseignements en lien avec l'immobilier des programmes de l'École.

Plus largement, cette chaire permet d'avoir une structure de référence pour traiter toutes les questions – nombreuses – en lien avec l'immobilier au sein de l'École : projets collectifs, stages, apprentissage, demandes de collaboration diverses émanant de professionnels de l'immobilier ou d'acteurs publics.

En somme, cette nouvelle chaire permet à l'École urbaine de se positionner sur un sujet central des questions urbaines, en lui donnant les moyens de mieux former ses étudiants sur le sujet, de prendre part aux débats scientifiques et publics, d'engendrer des partenariats et autres formes de collaborations avec les parties prenantes du secteur.

Objectifs et programme de travail 2020 à 2023

La chaire « Villes, Logement, Immobilier », repose sur quatre axes de recherches, complémentaires :

- La financiarisation de l'immobilier, en particulier des actifs résidentiels
- L'évolution des politiques publiques du logement, nationales et locales (politiques du logement social et intermédiaire, définition des publics cibles, de la nature, de la localisation et des volumes de production)
- La dimension territoriale de la production de logement (politiques métropolitaines, ACV, changements dans la géographie de la production)
- L'impact des changements urbains sur la production immobilière (évolutions des modes de vie, de travail, de déplacements, des considérations environnementales sur la demande immobilière)

Étudiés simultanément, ces axes permettront de caractériser le plus précisément possible, au terme du programme de recherche de trois ans, **les changements en cours dans la production du logement en France.**

L'hypothèse qui structure ce programme de recherche est que **le modèle français en matière de production de logement**

a entamé une profonde transformation, liée notamment aux changements de stratégies des élus nationaux et locaux, ainsi que des investisseurs. Cela dans un contexte de montée en puissance de fonds levés sur les marchés financiers, ou encore des considérations d'ordres environnementales.

Le programme de travail de la chaire vise à analyser le plus précisément possible ces changements, en variant les méthodes : recherche de terrain par le permanent de la chaire, projets collectifs, commande de notes (à des chercheurs ou experts), organisation de colloques.

Programme de travail 2020

Travaux de Nordine KIRECHE

- Pilotage du projet de recherche « ORA WHIG » sur l'investissement dans le résidentiel à Paris, Londres, Amsterdam
- Working Paper : « Understanding residential investment in Paris area : the key role of french national framework » (septembre 2020)
- Article : « Au-delà du Pinel : les stratégies d'investissement immobilier des particuliers dans le cœur des métropoles françaises » (décembre 2020)

Projets collectifs :

Lancement de deux projets, en lien avec les partenaires de la chaire :

- FPI : « Décrypter les stratégies des territoires en matière de production de logements »
- GECINA : « L'évolution de la demande en matière d'immobilier de bureau »



NORDINE KIRECHE

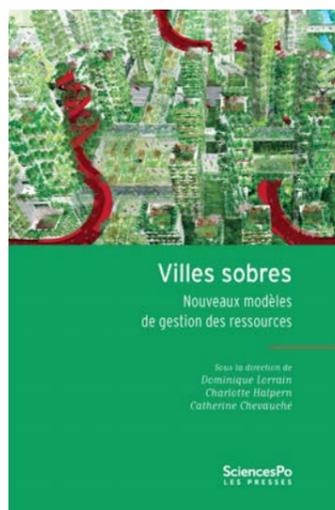
Projets prévisionnels 2021

- Poursuite du pilotage du projet ORA WHIG
 - Publications en lien avec le projet
- Nouveaux projets collectifs sur des sujets immobiliers
- Organisation de colloques, parmi les sujets suivants :
 - Les politiques du logement « abordable » dans les grandes métropoles mondiales
 - Les évolutions du financement de l'immobilier résidentiel : particuliers, bailleurs sociaux et promoteurs
 - Politiques environnementales et production immobilière
- Communication : valorisation des activités de la chaire
- Publications, projets collectifs, mémoires d'étudiants de formation continue etc.

Nordine Kireche,
Directeur de la Chaire
« Villes, Logement, Immobilier »



TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES URBAINES ET TERRITORIALES : UN AGENDA DE RECHERCHE



Les travaux de recherche menés au sein de l'École urbaine font l'hypothèse de ce que les villes et les territoires constituent une échelle privilégiée d'étude des transitions écologiques. L'ambition est double : analyser la matérialité et la dynamique des processus en cours, tout en rendant compte de leurs effets en termes de gestion des ressources naturelles et d'organisation sociale, économique et politique.

Un enjeu récent pour les villes et les territoires

La transition écologique renvoie, dans le contexte d'urgence climatique et écologique, aux trajectoires à concevoir et mettre en œuvre pour atteindre, à plus ou moins long terme, un modèle de ville - sobre, bas ou zéro carbone, verte, durable, résiliente etc. À l'échelle territoriale et urbaine, les transitions écologiques se fondent sur un consensus politique ambigu, comme en témoignent leur difficile traduction en actes, de même qu'elles suscitent de multiples conflits et fractures dès lors que se pose la question de leurs finalités, des moyens qu'il faut y consacrer et des leviers qu'il convient de mobiliser. Leur prise en compte soulève de nombreux défis, sur un plan stratégique et opérationnel, en termes d'expertise, de capacité politique, de (re)distribution des ressources et de spatialisation des inégalités. Elle contribue aussi à la recomposition des relations entre niveaux de gouvernement et soulève des enjeux majeurs quant au rôle des acteurs privés et de la société civile.

En lien étroit avec les objectifs du développement durable de l'ONU et ses déclinaisons régionales, les transitions écologiques urbaines et territoriales renvoient aux questions suivantes : comment porter un projet de territoire et concevoir des politiques publiques au nom d'un objectif du moins

consommer, moins produire, moins se déplacer ? Quels leviers mobiliser pour concevoir une trajectoire de transition à la hauteur de l'urgence climatique et au moyen d'outils stratégiques et opérationnels faiblement territorialisés ? Comment organiser la prise en compte de cet enjeu transversal, mobiliser des intérêts largement contradictoires et pérenniser des sources de financements de plus en plus volatiles ? Quels résultats escomptés, à quelle échéance, et comment réussir à articuler, dans la durée, des objectifs de long terme et le renouvellement des contraintes ?

Un agenda pluridisciplinaire

Nos travaux de recherche se donnent pour objectif de conceptualiser et de caractériser les transitions écologiques et les enjeux pour la gouvernance urbaine et territoriale. Ils rassemblent des éléments empiriques précis sur la matérialité des transitions écologiques, sur l'ampleur des transformations à l'œuvre et sur leurs effets en termes de gouvernance des sociétés contemporaines. Ils se caractérisent par leur dimension pluridisciplinaire et par une approche comparative entre secteurs, dans différents contextes politiques et sur le temps long.

Contrairement à d'autres objets d'étude, comme le numérique ou le logement, cet agenda de recherche n'a pas donné lieu à la mise en place d'une chaire. L'agenda de recherche sur les transitions écologiques urbaines et territoriales se structure de manière transversale aux recherches menées à Sciences Po, en liens étroits avec les programmes transversaux Cities are back in town et l'atelier interdisciplinaire de recherche environnementale (AIRE). Il contribue à une interdisciplinarité accrue avec les sciences naturelles, des données et de l'ingénieur. Ces recherches irriguent l'ensemble des activités pédagogiques mises en place au sein des formations de l'École urbaine et à la formation doctorale, en lien avec l'École de la recherche.

Plusieurs thématiques sont abordées dans le cadre de cet agenda de recherche.

- **Gestion et effets territoriaux des crises environnementales et des catastrophes naturelles** avec les travaux, notamment, d'Olivier Borraz (sociologue) sur la gestion des crises dans le domaine de la production nucléaire et les alertes volcaniques, de Giacomo Parrinello (historien) sur les tremblements de terre dans les transformations des régions impactées, et de Sandrine Revet (anthropologue) sur les catastrophes et les risques en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- **Dynamisme et interdépendances des systèmes naturels**, avec les travaux de Giacomo Parrinello (historien) sur l'histoire environnementale des fleuves et des littoraux dans le bassin versant du fleuve Pô, en Italie septentrionale et le littoral du quadrant nord-occidental de la Méditerranée.
- **Climat, résilience et gouvernance métropolitaine**, avec les thèses en cours de Roberto Rodriguez (politiste) sur la gestion des interdépendances dans les politiques du climat à Paris et Mexico, et de Mélanie Eck (sociologue) sur l'adaptation au changement climatique à Paris, ainsi qu'avec les travaux d'Alvaro Artigas (politiste) sur la gouvernance intégrée de l'eau à Manille, Jakarta, Sao Paulo et Lima.
- **Réformes des services publics, financement et régulation des services urbains** (eau, électricité, déchets) avec les travaux d'Eric Verdeil (géographe) sur l'énergie (électricité, nouveaux circuits énergétiques, énergies renouvelables au Liban, Tunisie et Jordanie), mais aussi sur la crise des déchets (au Liban), les travaux d'Alix Chaplain (sociologue, études urbaines) avec une thèse en cours sur la diversification des configurations de fourniture d'électricité au Liban, de Côme Salvaire (politiste) avec une thèse en cours sur les effets de la transformation de la gestion des déchets sur la gouvernance des grandes métropoles à Lagos et Mexico, de Christophe Defeuilley (économiste) sur la création des services publics de l'eau en Europe, et d'Alvaro Artigas (politiste) sur les effets territoriaux des stratégies de développement d'infrastructures (électricité, eau) et de croissance verte à Manille, Jakarta, Santiago et Lima.

- **Métabolisme urbain, économie circulaire et sobriété**, avec les travaux d'Agnès Bastin (sociologue, études urbaines) dans le cadre d'une thèse sur la gouvernance des flux de matière et en particulier les matériaux de chantier à Paris et à Bruxelles, de Charlotte Halpern (politiste) sur le modèle de la ville sobre et les politiques territoriales de sobriété.
- **Gouvernance et politiques publiques de la transition écologique dans les villes et les territoires**, avec les travaux de Christophe Defeuilley (économiste), sur la montée en puissance des collectivités territoriales dans le secteur de l'énergie, de Charlotte Halpern (politiste) sur la réduction de la place de la voiture et les processus de transition dans le domaine de la mobilité urbaine dans les villes européennes, et la thèse en cours de Fatoumata Diallo (politiste) sur le développement des services de bus à haut niveau de service à Lagos et en région Île-de-France.
- **Participation, contestations, conflits en lien avec les transitions écologiques**, avec les travaux de Frédéric Gilli (économiste) sur la participation citoyenne et marges de manœuvre de l'action publique territoriale, Charlotte Halpern (politiste) sur l'accès aux espaces publics et le partage de voirie dans les villes européennes.

Charlotte Halpern, Directrice de l'Executive master Gouvernance territoriale et développement urbain



Voyage

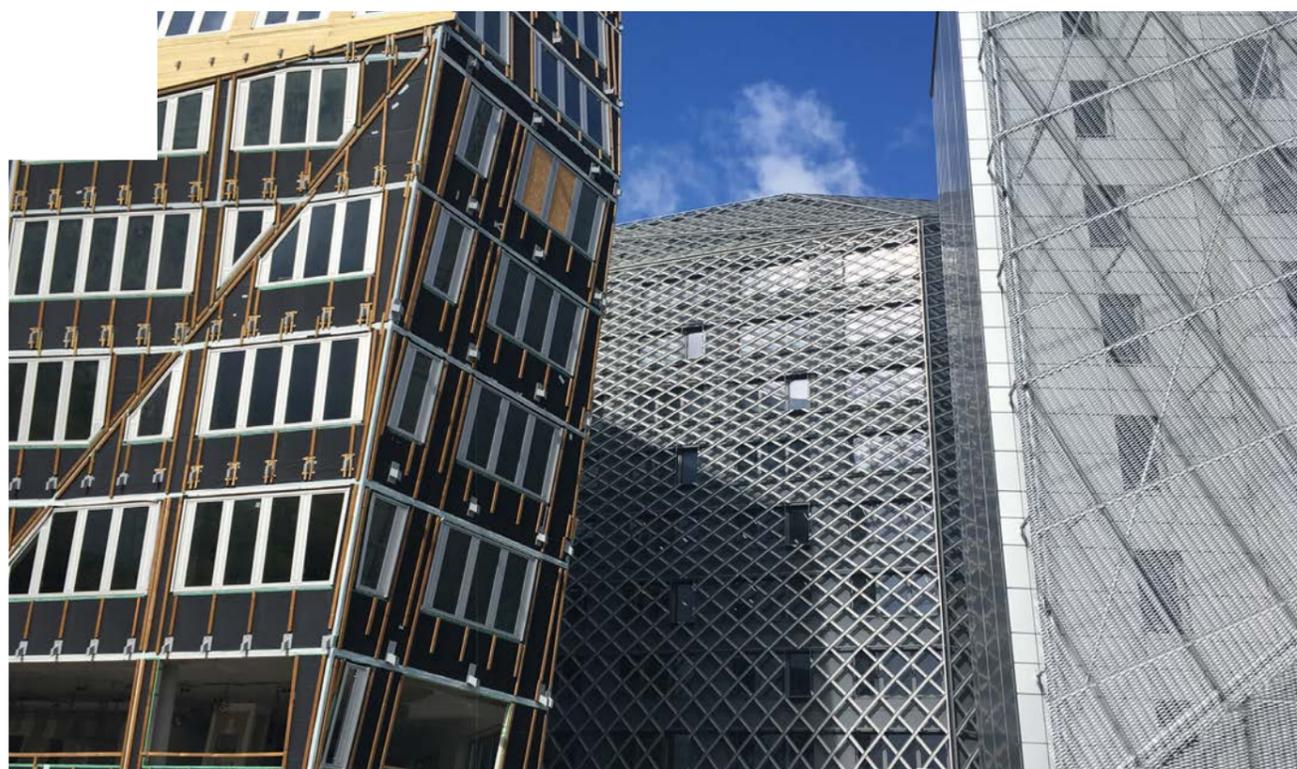


DESTINATION RENNES, À LA RENCONTRE DE LA «VILLE ARCHIPEL»

Du 9 au 11 octobre 2019, les étudiants du Cycle d'urbanisme sont partis à la découverte du territoire rennais accompagnés de leurs responsables scientifique et pédagogique, Marco Cremaschi et Marina Gaget.

L'objectif du voyage d'études d'automne est de mettre les étudiants, dès le démarrage de leur scolarité, en contact avec une métropole afin qu'ils en appréhendent les enjeux territoriaux, rencontrent la diversité des acteurs du développement urbain et comprennent la manière dont ils interagissent. Le programme rennais a été conçu pour permettre des allers-retours entre différentes échelles, de la stratégie territoriale au projet urbain, en passant par la visite de projets immobiliers. Un focus a été opéré sur les politiques de l'habitat et les stratégies foncières exemplaires sur ce territoire. Parmi les nombreux temps forts, la visite de la ZAC de la Courrouze qui a suscité des discussions passionnées sur la densité et les formes urbaines, et la découverte à vélo des paysages de la Vallée de la Vilaine, pour ouvrir une réflexion sur les nouveaux usages touristiques, sportifs, agricoles et culturels dans un souci de durabilité. Un grand merci à tous nos hôtes !

Marina Gaget,
Responsable pédagogique
du Cycle d'urbanisme.



Le témoignage de Léonor Chabason et Margaux Mazurier, étudiantes au Cycle d'urbanisme.

En quoi ce voyage d'études vous a-t-il été utile dans votre parcours au Cycle d'urbanisme ?

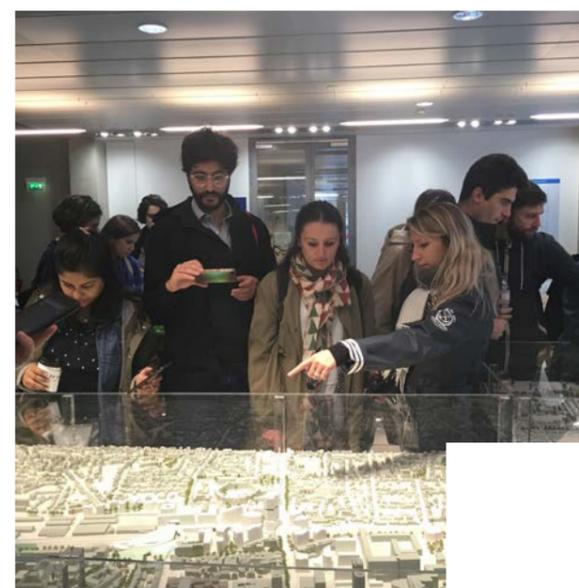
Léonor : Le voyage d'études permet de confronter les apprentissages théoriques à la réalité du terrain. La possibilité d'échanger avec une grande diversité d'acteurs de la ville, et notamment avec certains élus, qui ont partagé leurs certitudes mais aussi leurs doutes, fut une expérience très enrichissante.

Margaux : Bien que rennais pendant plusieurs années, ce voyage d'études m'a permis de découvrir la ville de mes études sous un autre jour. J'ai pu saisir la diversité des thématiques du territoire : revitalisation de centres-bourgs, rénovation de bâtiments patrimoniaux, renouvellement de grands ensembles, construction de nouveaux quartiers de gare dans le cadre d'une stratégie de métropole... Au-delà de la visite de nombreux projets en quelques jours, cela m'a donné l'opportunité d'échanger avec les acteurs locaux et de comprendre les logiques d'action propres à ce territoire si particulier.

Qu'est-ce qui vous a particulièrement intéressé dans les politiques publiques, dynamiques territoriales ou projets urbains rennais ?

Léonor : Une vision spatiale et prospective de la ville « archipel » partagée par un grand nombre d'acteurs politiques et institutionnels, à partir de laquelle se décline un certain nombre de politiques publiques de l'habitat ou de l'environnement par exemple. Mais aussi, une puissante maîtrise foncière depuis l'après-guerre, permettant à la métropole d'avoir un coup d'avance et de négocier plus aisément.

Margaux : Le dynamisme, l'implication ainsi que le souci du consensus des acteurs à la fois publics et privés. J'ai été frappée par l'avant-gardisme des politiques publiques à l'œuvre sur le territoire en matière d'habitat et d'urbanisme, en particulier l'innovation locale dont les acteurs publics font preuve pour revendiquer un « autre » modèle de développement : expérimentation du bail réel solidaire, du logement intermédiaire, de l'urbanisme transitoire...





LA RUHR, TERRITOIRE EMBLÉMATIQUE DES TRANSITIONS

Les étudiants en deuxième année du master Stratégies territoriales et urbaines (STU) se sont rendus dans la Ruhr avec leurs responsables scientifique et pédagogique, Eric Verdeil et Irène Mboumoua, du 12 au 16 novembre 2019, pour un voyage d'études. Différentes visites et rencontres ont permis de découvrir et interroger ce territoire sous ses aspects sociaux, environnementaux, économiques, politiques et industriels.

La Ruhr est un espace industriel et urbain situé dans le Land de Rhénanie du Nord – Westphalie, à l'ouest de l'Allemagne. Cet espace s'est très rapidement développé lors de la révolution industrielle, dès le début du XIX^e siècle, grâce à la présence d'importantes mines de charbon et à la construction de hauts-fourneaux dédiés à la production d'acier. Des villes proches les unes des autres se peuplent rapidement et fortement, créant au cours du XX^e siècle une immense conurbation de 53 villes et 5 millions d'habitants.

Dans les années 1980, la crise économique et sociale frappe violemment ce territoire. Les autorités politiques du Land et de la Ruhr proposent un schéma de redéveloppement par la culture grâce à une exposition internationale d'architecture (IBA) sur la vallée de l'Emscher ouverte de 1989 à 1999. Des artistes viennent transformer les sites industriels et miniers pour en faire des espaces de loisirs, de culture ou encore de promenade. Des fonds, débloqués dès cette époque, sont destinés à la renaturation de la vallée de l'Emscher, encore en cours d'achèvement. Ce schéma fait modèle en Europe pour la reconversion d'autres sites industriels.

Cette exposition semble avoir permis de changer progressivement l'image



de la Ruhr, d'une région industrielle et polluée à une région amorçant une transition écologique, mais la situation démographique et économique demeure fragile : le taux de chômage est toujours très élevé, la population diminue et vieillit, les créations d'entreprises et d'industries sont tournées vers l'innovation à haute valeur ajoutée, les hautes technologies et des emplois de plus en plus qualifiés.

C'est dans ce contexte de difficultés sociales mêlées à une forte dynamique d'innovation que le voyage d'études s'inscrit. L'un des enjeux de ce voyage est de comprendre l'évolution du modèle de l'IBA, d'en faire le bilan. Il s'agit également de saisir les mutations locales, en matière de gouvernance de la Ruhr, en matière de changement démographique, de changement économique et de transition écologique.

Le voyage d'études a été rythmé par des visites de terrain, en groupes complets ou en petits groupes, permettant d'aller à la rencontre de personnalités de la Ruhr. Les étudiants ont également pu visiter librement certains sites et certaines villes de la Ruhr.

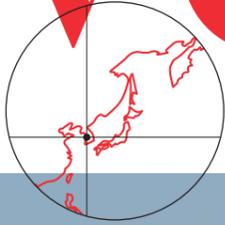
À l'issue de ce séjour, de nombreux éléments de réponse ont été apportés aux questionnements initiaux (qualité de la transition écologique, place des politiques sociales, cohérence politique et territoriale de la Ruhr...) par les acteurs rencontrés et les observations faites sur place. De nouvelles questions sont également soulevées, peut-être liées à notre regard francophone, comme celle de la gentrification, d'un renouvellement du tissu économique au détriment de certaines populations, plus fragiles et peu qualifiées, de la place accordée aux entreprises privées dans la définition et la mise en œuvre des projets urbains. En somme, se pose la question de la stratégie de métropolisation de la Ruhr et de la mise en avant de ses spécificités, dans un contexte de concurrence inter-métropolitaine et d'enjeux locaux économiques, sociaux et écologiques très forts.

Le comité de rédaction, composé d'étudiants, du rapport de voyage d'études



Voyage

SÉOUL, LA « KOREAN SMART CITY »



Les étudiants de première année du master *Governing the Large Metropolis* (GLM) se sont rendus à Séoul en Corée du Sud accompagnés de leurs responsables scientifique et pédagogique, Tommaso Vitale et Pauline Emile-Geay, du 13 au 20 janvier 2020, pour le traditionnel voyage d'études du master dans une grande métropole internationale.

Les années précédentes avaient conduit les étudiants dans des destinations très diverses (Casablanca, Le Caire, Istanbul, Dubai, Johannesburg, Manille, Mexico etc.) qui - à l'exception de Dubai - s'inscrivaient toutes au cœur de défis et problématiques propres aux villes du Global South : accès aux infrastructures et au logement, inégalités socio-économique et disparités territoriales, changement climatique, schémas de gouvernance territoriale complexe etc.

Cette fois-ci à Séoul, la problématique était tout autre. Avec une zone métropolitaine de près de 25 millions d'habitants abritant environ la moitié de la population sud-coréenne totale, la ville représentant à elle seule environ la moitié du PIB du pays : les étudiants ont été immergés dans un pays en pleine croissance, qui a su se relever de manière spectaculaire de la guerre qui l'a entravé (1950 - 1953), pour se retrouver aujourd'hui en position de modèle pour de nombreux états dans le monde. Sa métropole en est logiquement le reflet : symbole de la modernité et d'innovation technologique pour se hisser dans la compétition régionale asiatique et attirer investisseurs et activités sur son territoire, à travers d'ambitieux projets urbains et d'infrastructures.



Le voyage mené sous forme d'enquête collective, avait pour ambition de questionner la dimension de la « smart city » assez omniprésente dans les discours et programmes de la métropole. Que signifie « smart » à l'échelle d'un tel territoire métropolitain ? Comment concilier ce concept avec celui de gouvernance ? D'équilibre territorial et d'inclusion sociale ?

Les 45 étudiants de la promotion ont été amenés à rencontrer des acteurs variés et visiter des sites contrastés - en totalité ou en petits groupes. Afin d'acquiescer une vision globale de la ville et de son histoire, les étudiants ont démarré avec une visite au Musée d'histoire de Séoul. Ils ont ensuite rejoint Seoul City Hall (ville de Séoul) et interagi avec deux départements en

particulier : (i) celui de régénération urbaine (thématique importante de la métropole en pleine mutation depuis ses premiers programmes immobiliers de masse au sortir de la guerre) et (ii) le très contemporain Sharing City et FabCity, sur ces nouveaux modes de faire la ville avec une plus grande participation des acteurs locaux.

Les étudiants ont également visité le site et rencontré les dirigeants de Songdo, la première smart-city du pays, représentant un nouveau territoire urbanisé de plus de 610 ha bâti sur un terrain gagné sur la mer Jaune et situé au sud-ouest de la métropole de Séoul dans la ville d'Incheon, à proximité de l'aéroport international. Cette ville nouvelle ultra connectée devait permettre de désengorger Séoul et d'attirer de nouvelles activités grâce à sa Free Economic Zone, mais les étudiants ont pu constater le bilan assez mitigé du projet.

Sur les questions relatives à l'habitat, les étudiants ont pu rencontrer et comparer les activités de deux opérateurs : The Seoul Housing Corporation (opérateur métropolitain), et le Korea Land & Housing Corporation (opérateur national). Les infrastructures de services essentiels, la planification urbaine, la culture, l'environnement, le secteur digital ont également fait l'objet de rencontres avec des acteurs variés (opérateurs, associations, agences privées etc.)

Enfin, le voyage s'est ponctué par une indispensable touche patrimoniale : la visite du Palais de Gyeongbokgung.

Au moment de la publication de ce rapport, les étudiants étaient en passe de finaliser leur rapport de voyage, aboutissement de leur enquête collective - qu'ils ont intitulé : « The glocal concerns of a solutionist metropolis » que nous vous invitons bien entendu à parcourir pour en savoir plus.



Pauline Emile-Geay,
Responsable pédagogique du Master

Voyage



CLERMONT-FERRAND, LA MÉTROPOLISATION COMME STRATÉGIE

Pour les étudiants de première année du Master Stratégies territoriales et urbaines, le voyage d'études qui se déroule au début du deuxième semestre est un moment clé, à la fois pour construire un collectif, et pour se confronter à la réalité des enjeux territoriaux comme aux visages – et aux débats – des acteurs en charge de ces territoires. Clermont-Ferrand et son agglomération, où se sont rendus les étudiants et leurs responsables scientifique et pédagogique, Eric Verdeil et Irène Mboumoua, du 28 au 30 janvier 2020, représentait un cas intéressant pour étudier une stratégie métropolitaine conçue comme une réponse à la perte symbolique autant que tangible du statut de capitale.

En 2015, Clermont-Ferrand a perdu son statut de capitale régionale suite à la fusion entre les régions Auvergne et Rhône-Alpes. En réponse, la ville a décidé de s'engager dans un processus de métropolisation visant à augmenter son attractivité sur plusieurs plans. La jeune métropole dispose d'atouts forts comme la présence historique du groupe Michelin, seule entreprise du CAC 40 à ne pas être basée à Paris. Fleuron industriel et moteur de l'emploi local, Michelin a eu une influence majeure sur le développement urbain. Ce destin lié pose aussi la question de la dépendance de la ville vis-à-vis de Michelin, particulièrement lors des périodes de crise ou de mutation économique.

En matière de projets urbains, la métropole clermontoise cherche ainsi à valoriser son patrimoine et son passé industriel tout en assurant une durabilité écologique et sociale et en conservant une certaine unité. Les projets menés à l'Hôtel-Dieu,



est aussi un mot d'ordre, le territoire jouant sur sa proximité avec la métropole et mettant en avant des pôles économiques forts. La démarche « Territoires d'industrie » et le programme « Action Cœur de Ville » en témoignent.

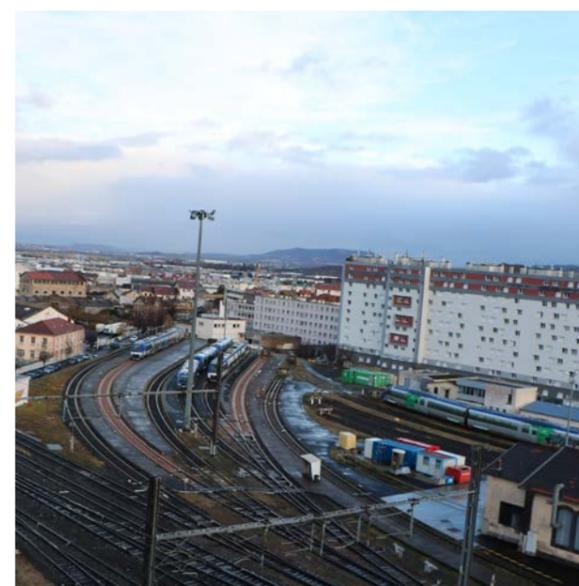
Forts des discussions avec les acteurs locaux et des visites de terrain, les étudiants ont cherché dans leur rapport de voyage à comprendre et analyser la stratégie de métropolisation, qui se heurte à plusieurs obstacles. Les contraintes géographiques, le manque de lisibilité institutionnelle ou encore le découpage administratif de la métropole clermontoise sont autant de freins. Les étudiants questionnent par ailleurs le choix des politiques d'attractivité pour améliorer les conditions de vie des populations. Vaste débat qui va bien au-delà du cas de Clermont Auvergne Métropole, tant la logique de l'attractivité a été au cœur des stratégies de développement de l'État et des collectivités locales au cours des dernières années. Enfin, les étudiants interrogent dans leur rapport les politiques de transition, en soulignant l'importance accordée désormais à la valorisation du patrimoine écologique clermontois et à la réintégration de la nature en ville, tout en appelant de leurs vœux une prise en compte globale des sujets écologiques.

Le comité de rédaction, composé d'étudiants, du rapport de voyage d'étude

au quartier Saint-Jacques ou aux quartiers des Normaliennes sont autant d'exemples de ces différents impératifs à conjuguer. La recherche de solutions concertées avec les habitants vise par ailleurs à faciliter l'acceptabilité des projets.

Les ambitions de Clermont-Ferrand sont également importantes au niveau culturel, avec le projet de devenir capitale européenne de la culture en 2028. Cette vision à moyen terme se double d'une vision à plus long terme avec la Coopérative de Mai et son Zénith, pensés de manière complémentaire pour attirer des artistes de toutes les envergures.

Parce qu'il faut penser les relations entre territoires, le voyage a également porté un regard sur les stratégies de la communauté d'agglomération voisine de Riom Limagne et Volcans. L'attractivité



Une saison de « projets collectifs » à l'École urbaine de Sciences Po : 2020 et le monde d'après

Tout au long de leur première année de Master, nos étudiants consacrent environ deux jours de chaque semaine universitaire à résoudre, collectivement, par petits groupes et par touches successives, une question que leur pose un acteur urbain ou territorial (collectivité locale, Ministère, administration déconcentrée, entreprise de service urbain, promoteur immobilier, investisseur, bailleur social, firme de service urbain, cabinet de conseil, agence d'architecture ou d'urbanisme, association). Il s'agit pour eux de travailler sur des situations réelles, de comprendre comment on se loge et on se déplace, on travaille et on se divertit, on échange et se confronte. Il s'agit d'arpenter les villes, les quartiers et les campagnes, de rencontrer les habitants, les usagers, les clients, les citoyens, aussi bien que les élus, les fonctionnaires, les gestionnaires, les propriétaires et les développeurs. À ce titre, les projets collectifs de l'École urbaine constituent un baromètre (parmi d'autres) des représentations, des intérêts et des pratiques de ces acteurs qui font ou défont nos villes et gouvernent nos territoires, en France, en Europe et dans le monde. Tirer le bilan d'une « saison » de projets collectifs, c'est donc ouvrir une petite lucarne sur la manière dont les politiques publiques, les initiatives privées et les mobilisations sociales façonnent le monde contemporain.

L'année universitaire s'étendant de l'automne 2019 au printemps 2020 semble particulièrement propice à un tel exercice. Elle a vu se succéder des crises dont la nature et l'ampleur ont marqué, sans doute pour longtemps, les populations : pour ne parler que de la France, on a ainsi vu se succéder

le mouvement des gilets jaunes, les manifestations d'une partie de la jeunesse, principalement urbaine, pour exiger une action plus résolue contre le dérèglement climatique, les grèves exceptionnelles contre la réforme des retraites, avant que ne survienne, dans une forme de climat invraisemblable, l'épidémie planétaire de la Covid 19, le confinement d'une bonne part de l'humanité, la contraction brutale de l'activité économique, avec son lot de laissés pour comptes. Sans oublier, dans la dernière période, le mouvement, né aux États-Unis mais rapidement internationalisé, contre les violences policières et des élections municipales caractérisées au premier chef par un niveau d'abstention record.

Autant de crises dont la dimension territoriale est patente, si l'on veut bien considérer, d'une part, les espaces de vie dans lesquels les événements surviennent et se cristallisent – les ronds-points investis par des catégories sociales voulant faire irruption dans l'espace public et médiatique, les places, les avenues et les quartiers où l'on manifeste, où l'on s'affronte aussi, les marchés où circulent les marchandises, les tracts et les virus, les transports en commun, les hôpitaux transformés en ligne de front, les maisons de retraite qui ont vu mourir en silence des milliers de personnes âgées, les écoles, réelles comme « virtuelles », les quartiers populaires en tension, les campagnes séduisant les urbains confinés, les mairies où l'on vote, avec ou sans masque – et, d'autre part, les arrangements institutionnels, plus ou moins performants, par lesquels les États, les partis, les multinationales, les organisations internationales, les pouvoirs locaux, les syndicats,



les sociétés civiles, les communautés cherchent à réguler les désordres.

Ce qui frappe l'observateur, c'est l'enchaînement très rapide des événements, l'accélération inouïe des phénomènes et, surtout, leur caractère systémique, interconnecté. L'épidémie a montré à quel point les fractures sont cumulatives, qu'elles soient sociales, territoriales ou démocratiques. Pour certains commentateurs, il y aurait un avant et un après 2020, ce serait en quelque sorte le moment où les signaux faibles se seraient brusquement transformés en tendances lourdes, les contradictions intensifiées et les mots par lesquels on décrit le réel auraient eux aussi changé. Bien entendu, la critique de la surdensité, ou plutôt de la « densité malheureuse » des projets urbains dans les métropoles existait avant la Covid 19. Quant au procès en abandon des villes moyennes, des campagnes ou des quartiers populaires, il ne date pas des gilets jaunes ou des manifestations contre les discriminations et les violences policières.

La relation ambivalente au numérique et au digital, à la fois nouvelle agora et nouveau panoptique, n'a pas attendu les applications de traçage des populations. L'opposition entre partisans d'un modèle décentralisé et d'un retour de l'État central précède la polémique sur les mérites comparés des institutions allemandes et françaises dans la gestion de la crise sanitaire. Et bien avant les gilets jaunes, la revendication d'une meilleure participation des populations à la décision publique, au-delà des moments électoraux, travaillait déjà en profondeur nos sociétés et nos projets urbains. Enfin, la diffusion des termes de risque ou de résilience dans les politiques publiques depuis quelques années était en quelque sorte le signe avant-coureur de cette montée des tensions et des menaces.

Tout cela n'est pas nouveau, donc, mais quelque chose de fondamental aurait changé, pourtant : il serait devenu impossible désormais de relativiser, d'euphémiser ces critiques et de prétendre au business as usual. Posez la question à nos étudiants

ou à ceux qui les recrutent, vous comprendrez d'une part à quel point les nouvelles générations sont à la fois plus inquiètes et plus concernées et d'autre part dans quelle mesure l'année écoulée pourrait les avoir convaincues que rien ne sera plus jamais pareil.

Mais après tout, peut-on en être si sûr ? Assiste-t-on vraiment à une transformation ou s'agit-il d'une simple « crise », appelant un retour progressif à la normale ? Les mots d'ordre de la transition, de la résilience, de la relocalisation sont-ils susceptibles de résister à l'urgence de la relance dans un contexte de décroissance subie ? De ce point de vue, le très grand nombre d'initiatives consacrées au « monde d'après » au cours des derniers mois témoigne aussi bien de la prise de conscience d'un changement nécessaire que d'une injonction à communiquer opportunément sur le sujet du moment, et par certains aspects, le présent article n'échappe pas lui-même à cette ambivalence.

Que nous disent donc les projets collectifs de l'École urbaine à ce sujet ? Peut-on tenter une « méta-analyse » des démarches conduites par nos étudiants et nos partenaires au cours de cette année universitaire si intense ? L'idée est de mesurer à quel point les représentations sont (ou non) en train d'évoluer, en analysant dans un premier temps la manière dont les acteurs posent les problèmes (à travers les intitulés des projets) puis dans un deuxième temps les « solutions » qu'ils imaginent (à travers les rapports et les comptes rendus des débats menés dans les comités de pilotage). Notre matériau brut est constitué par les projets collectifs 2019-2020 mais nous procédons aussi à une première analyse des sujets retenus pour l'année universitaire 2020-2021. En effet, l'appel à manifestation d'intérêt de l'École a été lancé en avril 2020, en plein confinement, et s'est conclu le 30 juin dernier. Il appelait justement nos partenaires à se saisir des notions de crise, de résilience, de transformation.

Quels mots d'ordre pour demain? Le dilemme de la densité.

Interrogeons donc pour commencer les sujets, ou plutôt les problèmes, sur lesquels nos étudiants sont interpellés par les acteurs qui gouvernent, gèrent et développent les villes et les territoires. Quels sont leurs motifs de préoccupation du moment? Comment interprètent-ils la demande sociale contemporaine? Quelles sont leurs priorités? Comment ces démarches construisent-elles progressivement les mots d'ordre de l'action publique ou de l'initiative privée de demain? Avant de répondre, remarquons au passage que si les « décideurs territoriaux » font appel à des étudiants pour mener ce type d'exercice d'étude, de prospective ou de recherche action, c'est bien entendu parce qu'ils sont formés sur ces questions, mais aussi parce qu'ils sont plus perméables que les « experts » à ce qui fait bouger la société, plus sensibles aux tendances sous-jacentes. Le fait qu'un quart de nos étudiants soit étranger participe

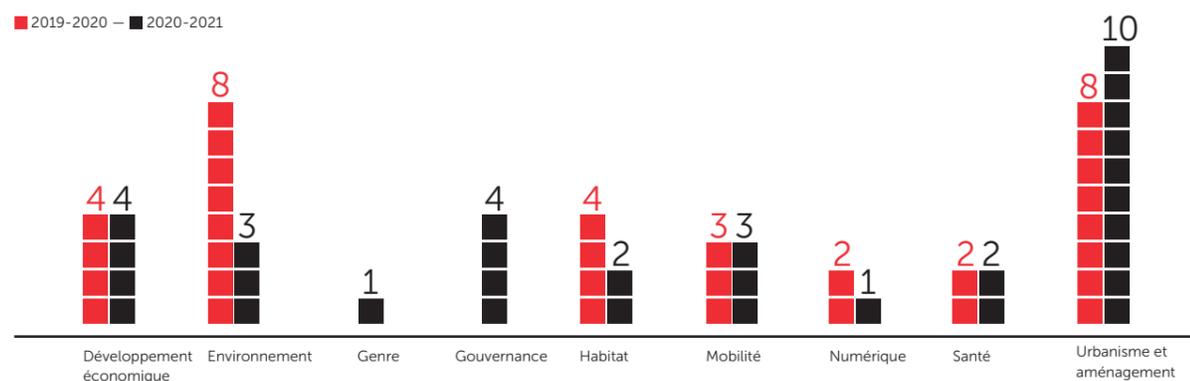
également à cette capacité de distanciation et de décentrement, même si on ne prétendra évidemment pas que des étudiants de Master sont représentatifs de la manière dont les moins de trente ans voient le monde.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des sujets par grandes catégories d'enjeux entre 2019-2020 et 2020-2021.

L'analyse des sujets de projets collectifs 2019-2020 permet déjà de procéder à un état des lieux des mots d'ordre « d'avant la crise », puisque ces sujets ont été décidés à l'été 2019.

Contrairement à une idée reçue concernant notre École, les questions d'urbanisme et d'aménagement au sens strict (comment bâtir la ville, la développer) ne représentent finalement qu'environ un tiers des sujets travaillés. Dans ce domaine, on s'interroge assez classiquement en 2019 sur le lien entre transport et aménagement (dans les quartiers de gare notamment), sur la recomposition des mécanismes de fabrication de la ville (entre aménageurs, promoteurs, propriétaires, investisseurs), sur la répartition des compétences

Répartition des projets collectifs de l'École urbaine par enjeux entre 2019- 2020 et 2020-2021



Source : base de données des projets collectifs de l'École urbaine.

Note : pour 2019-2020 sont comptabilisés les projets des Masters Stratégies territoriales et urbaines, Cycle d'urbanisme, Governing the Large Metropolis. Pour 2020-2021, les projets de ce dernier Master n'étaient pas définis au moment de la rédaction et ne sont donc pas intégrés. Par contre nous intégrons les projets du nouveau Master Governing Ecological Transition in European Cities.

Note bis : les projets collectifs du Master exécutif Gouvernance territoriale et développement urbain, dédié aux professionnels, seront intégrés prochainement à la base de données.

d'aménagement entre communes, intercommunalités et métropoles, ou encore sur les vertus et les limites de l'urbanisme temporaire, tactique ou transitoire.

Mais on commence aussi, dès 2019, à entrevoir une évolution dans les termes du débat sur le développement urbain. On perçoit les premiers effets des revendications en matière de qualité de ville, de compensation à la densité, de résistances à la densification. Ceci conduit ainsi un bailleur à solliciter nos étudiants pour imaginer les voies vers un modèle d'aménagement « écologique et participatif » pour le périurbain ou encore une métropole régionale à leur demander de penser les voies de développement de l'habitat participatif en deuxième couronne.

Les questions environnementales (comment faire fonctionner des territoires durables, sobres, résilients, etc.) sont tout aussi nombreuses en 2019 que les questions d'urbanisme et d'aménagement. L'inquiétude porte en ce domaine beaucoup sur la capacité des villes à s'adapter aux effets caniculaires du réchauffement climatique d'une part et à la montée des risques d'inondation d'autre part. Le rôle des autorités locales en matière de transition énergétique est également étudié, avec l'idée qu'elles auront un rôle déterminant dans un système de production de plus en plus décentralisé et aussi dans une perspective de modération de la consommation d'énergie des citoyens. Autant de défis pour lesquels elles ont par ailleurs des capacités d'action très inégales et qui appellent donc une régulation d'ensemble.

L'habitat (notamment sous l'angle du logement « abordable »), le développement économique territorial, la mobilité (réseaux de transports en commun, politiques de stationnement...) apparaissent comme des enjeux très importants également, avec, au passage, une préoccupation plus forte qu'auparavant pour les territoires intermédiaires, les agglomérations et villes moyennes. Il y a là une tendance au « retour

de l'aménagement du territoire » après une phase « métropolitaine » marquée, phénomène, qui, on le verra, va s'accroître avec les projets 2020-2021.

En matière de développement économique local, on note en 2019 la grande diversité des préoccupations, avec la confirmation d'un retour de la question des politiques industrielles (et d'un débat aigu sur le niveau de décentralisation qu'elles supposent), l'intérêt pour les manières de consolider le commerce de centre-ville, aussi bien dans les villes moyennes que dans les quartiers de la Politique de la ville, ou encore la volonté de faire entrer l'économie sociale et solidaire dans les politiques de développement rural.

Enfin, la santé (au sens des déterminants « urbains » de celle-ci, par exemple la lutte contre les pollutions ou l'accès à la pleine terre et à la biodiversité en ville) confirme qu'elle est un sujet émergent, de même que la question de la « maturité numérique » des villes.

Pour l'année universitaire à venir (2020-2021), nous savons désormais, au terme de l'appel à manifestation d'intérêt et de la sélection opérée par l'École, sur quels sujets nos étudiants vont travailler dans le cadre des projets collectifs.



Nous pouvons donc chercher à déceler un éventuel impact de la crise, ou plutôt des crises (sanitaire, économique et sociale, politique), sur la manière dont les décideurs voient leurs priorités d'intervention pour les années à venir.

Une première surprise concerne la stabilité du nombre de projets portant sur la question de la santé, alors que nous sommes au cœur d'une crise sanitaire de très grande ampleur et que les collectivités locales se sont très fortement impliquées dans la gestion de crise (ne serait-ce que pour la distribution des masques). Il faut certainement y voir un effet collatéral des élections municipales, qui ont logiquement freiné les intentions des collectivités en matière de projets collectifs pour cette année. En outre, nous allons voir que la manière de poser les questions d'aménagement et d'urbanisme, notamment dans le rapport à la densité, a été profondément transformée par la crise sanitaire.

L'enseignement majeur pour 2020 concerne en effet l'augmentation du nombre de projets que l'on cataloguera comme relevant de l'aménagement et de l'urbanisme. En se penchant plus précisément sur la nature des problématiques soulevées, un véritable changement de paradigme semble se dessiner en la matière dans le cadre du « post COVID ».

Pour s'en convaincre, évoquons quelques-uns des thèmes retenus : densité soutenable dans les métropoles, densité souhaitable dans le périurbain, réflexion sur la densité possible dans les quartiers de gare, devenir des petites villes, modèles pour un aménagement plus inclusif et durable. Dans le cadre des discussions que nous avons mené avec nos partenaires pendant le processus de sélection, il est apparu clairement un renversement des perceptions quant au processus de métropolisation tel qu'il a été observé jusqu'à aujourd'hui. La crainte de la surdensité devient le nouveau point de convergence des réflexions chez les « bâtisseurs », elle se retrouve aussi bien chez les aménageurs que

chez les promoteurs immobiliers ou les maîtres d'œuvre. Le confinement et la distanciation ont accentué la tendance préexistante des populations et des élus à exiger plus d'espace disponible, moins d'optimisation, dans le logement comme dans la rue.

À ce stade, les opérateurs s'interrogent sur le rythme général de la production immobilière, sur les territoires pertinents pour densifier (métropoles versus villes moyennes versus « périurbain »), demandent des modèles économiques de l'aménagement permettant de véritables compensations à la densité pour la rendre vivable (espaces et équipements publics notamment). Ils sont pris dans un jeu de contraintes très fortes : l'impossibilité de la poursuite de l'étalement urbain (« zéro artificialisation nette »), les résistances objectives des populations à la poursuite du processus de métropolisation (en tout cas sans compensations suffisantes à la densité) et les craintes des habitants et élus du « périurbain » face au risque de constituer de nouveaux territoires d'ortoirs.

Par bien des aspects, la manière d'aborder les questions de mobilité confirme ces constats. Là encore le périurbain devient une nouvelle frontière. Dans ces territoires, les entreprises du secteur sont à la recherche de systèmes non pas technologiques mais d'usage et de gouvernance qui permettraient de mieux combiner véhicule autonome, transport en commun, mobilités douces, de mieux ajuster offre et demande de mobilité, de promouvoir la « ville complète » ou la « ville du quart d'heure » pour mieux réguler les migrations domicile/travail.

Les préoccupations en matière d'habitat suivent la même pente. Certains acteurs continuent, fort heureusement d'ailleurs, de s'intéresser au développement des grandes métropoles mondiales ou européennes, à la financiarisation du secteur, mais beaucoup d'opérateurs, publics comme privés, se penchent de nouveau sur l'aménagement du territoire national, du fait des incitations gouvernementales (à

l'instar du programme Cœur de ville) mais aussi pour répondre à une demande sociale dont ils pressentent à tort ou à raison qu'elle est en train de se transformer.

Alors que nous sommes entrés dans une récession d'une ampleur exceptionnelle, l'inquiétude monte en 2020 concernant les territoires les plus fragiles socialement et/ou les plus exposés économiquement (zones touristiques, zones commerciales, bassins d'emploi des secteurs aéronautique et aéroportuaire, etc.).

Les plans de relance sont annoncés à toutes les échelles. Cette année, nos étudiants travailleront ainsi pour les institutions européennes sur les reconversions productives induites par la transition écologique dans les territoires fortement dépendants de l'économie du carbone (charbon, acier). Ils réfléchiront à la consolidation voire au développement des structures de l'économie sociale et solidaire dans les quartiers populaires et dans un contexte de crise. Ils étudieront les conditions de mutation d'une zone industrielle de 70 ha vers les éco-activités. Pour autant, le nombre de projets collectifs qui seront consacrés en 2020-2021 à la thématique du développement économique et social reste stable par rapport à l'année précédente. On aurait pu attendre une forte augmentation mais là encore la période électorale a constitué un frein important à la mobilisation des collectivités, or ce sont bien elles qui interviennent le plus dans ce domaine de politique publique.

Autre fait marquant, la catégorie des projets s'intéressant à la « gouvernance » augmente fortement en 2020. Précisions au préalable que tous les projets collectifs comportent un volet de gouvernance à l'École urbaine. Ce que l'on essaie d'appréhender à travers cette nomenclature, ce sont les projets qui interrogent de manière systémique, transversale, « non sectorielle » les stratégies des villes et des territoires. La situation de crise appelle pour le coup un décloisonnement des approches, aussi bien en termes de compétences que d'échelles d'intervention, une coopération plus forte entre les acteurs. En 2020-2021, certains de nos étudiants réaliseront une analyse comparée destinée à comprendre dans quelle mesure les maires des grandes villes européennes ont (ou non) changé de vision du monde et de discours politique à la faveur de la crise.

D'autres chercheront les modes de coopération institutionnels, démocratiques et juridiques permettant de construire des politiques efficaces de lutte contre le dérèglement climatique, à la demande du « syndicat mixte » qui traite de cette question dans la Ruhr, en Allemagne.

Les projets dédiés à l'environnement seront par contre moins nombreux en 2020-2021. Ils porteront d'une part sur la transition énergétique et d'autre part sur l'économie circulaire dans l'aménagement urbain. Comment interpréter cette tendance ? Peut-être l'urgence de la crise territoriale, économique et sociale a-t-elle en partie évincé les préoccupations environnementales. Pour autant, de notre point de vue, il s'agit en réalité moins d'un recul de la question écologique (ce qui serait un comble au regard des résultats des dernières élections

municipales) que de l'intégration de cette préoccupation dans une vision plus large, comme en témoignent les sujets de « gouvernance » qui étaient évoqués précédemment.

Enfin, notons un paradoxe : alors que le numérique n'a jamais été aussi présent dans nos vies (pour se soigner, pour travailler, pour « tracer » les individus), il reste assez peu représenté dans les sujets de projets collectifs. Sans doute la dimension locale de la gouvernance numérique n'est-elle pas encore assez perçue, en dépit des enjeux cruciaux autour de la collecte des données par les opérateurs dans les villes, de leur accessibilité, des services urbains qui y sont et seront associés, de la surveillance de l'espace public (*safe city*), etc. À l'École urbaine, nous poursuivrons évidemment les investigations sur ce sujet dans le cadre de la Chaire Villes et numérique.

Changement de paradigme ? La question des alliances et des projets de territoires.

Par-delà l'analyse des sujets qui sont choisis par nos partenaires, et qui sont, on l'a vu, révélateurs d'un « air du temps », il nous faut également essayer de décrypter plus finement, plus qualitativement, les interactions, les débats, parfois les controverses qui se déploient entre les parties prenantes des projets collectifs, les étudiants et leurs tuteurs, dans le cadre des comités de pilotage, des ateliers participatifs, des enquêtes, des visites de villes, de quartiers, de sites et d'opérations, des entretiens, parfois des réunions publiques qui ponctuent ce type de démarche. L'exercice s'avère donc beaucoup plus ardu, quasi impossible à réaliser à vrai dire à l'échelle d'un court article, et surtout sans passer par la mobilisation des points de vue et de la subjectivité de tous ces

acteurs. Ceci renforce d'ailleurs notre conviction concernant la création d'un « lab de l'École urbaine » qui, dès l'année 2021, organisera le croisement des analyses entre certains projets collectifs traitant de thèmes communs.

Dans l'attente, après avoir lu beaucoup de rapports et assisté à de nombreuses réunions, nous cédonons néanmoins à la tentation d'une première ébauche de « méta-analyse », éminemment subjective, partielle et donc sujette à discussion, avec les étudiants, avec les partenaires et plus généralement avec ceux qui s'intéressent aux villes et aux territoires.

LE TUTEUR

Chaque équipe d'étudiants travaille sous la supervision d'un tuteur académique ou professionnel, spécialiste de la question traitée. Celui-ci assure un encadrement méthodologique et apporte conseil et caution scientifiques.

Le ressenti général est que l'enchaînement des crises au cours de l'année a exercé successivement un effet de sidération sur bon nombre de nos interlocuteurs puis, assez rapidement, les a en quelque sorte projetés dans une réflexion très ouverte sur les transformations à envisager pour le « monde d'après », y compris au prix de la remise en cause de modèles et de fonctionnement très établis (nous y reviendrons). Au passage, on remarquera qu'au-delà du choc évidemment majeur constitué par la crise sanitaire, le mouvement des gilets jaunes a, en France en tout cas, eu un impact très important également sur les représentations des acteurs, de par sa nature, son ampleur et sa durée.

Ainsi, la (re)mise en lumière de territoires qui étaient sans doute devenus au fil du temps des impensés, des angles morts de l'action publique, de la recherche et de l'initiative privée (le périurbain, le rural, les deuxièmes et troisièmes couronnes, les « franges métropolitaines ») a été un leitmotiv des discussions dans le cadre de beaucoup de projets collectifs. À entendre certains élus, par exemple ceux d'un pôle d'équilibre territorial et rural vosgien ou ceux d'une agglomération intermédiaire en Normandie, mais aussi quelques élus du Grand Paris, nous pourrions être au début d'un processus de rééquilibrage de l'attractivité

résidentielle dans le pays. Les aménageurs, bailleurs et promoteurs, sont certes plus circonspects quant à l'ampleur du phénomène pour les années à venir, mais ils sont quelques-uns à partager l'idée générale et le sens de la prédiction.

Par ailleurs, il est intéressant de se pencher sur les « solutions » imaginées par nos étudiants (et, rappelons-le, validées par les partenaires dans les rapports de synthèse). À ce titre, il faut constater qu'au-delà des traditionnels appels à une meilleure coopération et coordination entre acteurs, il est presque systématiquement fait mention de l'impératif d'un nouveau dialogue entre les échelles spatiales et de gouvernance.

Dans le cas français, la thématique de l'alliance des territoires, au niveau du bassin de vie et non simplement de l'intercommunalité, se retrouve ainsi propulsée au rang de préconisation prioritaire, aussi bien dans le domaine de la transition énergétique (les villes étant par exemple appelées à la sobriété pour légitimer le développement de l'éolien au niveau du bassin d'urbanisme intercommunal) ou encore de consolidation de l'armature commerciale de proximité, au profit des centres bourgs comme des quartiers de la « Politique de la ville » (ou ce qu'il en reste).

Un autre levier de gouvernance qui apparaît de manière récurrente dans les préconisations concerne l'établissement d'une relation de coopération plutôt que de confrontation ou de substitution entre l'État et les collectivités dans l'exercice de leurs prérogatives, par exemple en matière de politiques industrielles (et demain de stratégies de relocalisation) ou encore dans le cadre de la mise en place de l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) et de ses interventions. Nos étudiants sont en général surpris, frappés même, par la persistance de cultures de gouvernement si différentes entre les administrations centrales et déconcentrées d'une part et les collectivités locales d'autre part.

En d'autres termes, nous sommes semble-t-il bel et bien sortis à la faveur de ces crises successives d'une pensée de la décentralisation en termes de transfert de compétences, de recherche du « territoire pertinent », de poursuite de la « taille critique », c'est-à-dire d'un jeu à somme nulle, pour entrer dans une période de mise en discussion, souvent musclée mais indispensable, des priorités politiques et stratégiques, et, peut-être, dans certains domaines ou dans certains territoires, de synergie entre les différents échelons de décision.

Dans le même esprit, les instruments de la gouvernance et de la coopération semblent en passe



d'être révisés : si on n'abandonne évidemment pas les logiques purement techniques et procédurales, fondées sur les périmètres, les seuils, la création de financements ou de véhicules institutionnels et juridiques spécifiques, le temps est aussi au retour des projets, des visions. Il s'agit là d'un effet puissant de la crise qui coïncide en outre avec le début de mandat pour le bloc local, et cette coïncidence ouvre des perspectives finalement assez stimulantes pour envisager la transformation de nos politiques publiques. Alors que les entreprises de services urbains « sortent de leurs périmètres » et s'ouvrent aux questions de raison d'être, de responsabilité sociétale, de coproduction de l'intérêt général, alors qu'un opérateur majeur du transport en commun demande à nos étudiants d'établir une cartographie des enjeux territoriaux en chacun des points nodaux d'une de ses lignes, les acteurs publics locaux vont donc peut-être sortir des appels à projets thématiques pour redécouvrir les projets de territoire. Non pas ceux qui étaient produits depuis les années 1990 jusqu'aux années 2000, mais ceux qui cristalliseront (peut-être) le travail d'articulation entre les échelles de gouvernance, ceux qui organiseront les politiques de la transition/transformation, ceux qui feront le lien entre la promesse et l'action, le programme politique et la programmation pluriannuelle. En tout cas nous pouvons l'espérer.

Cette approche, plus centrée sur les visions, les usages et les processus de délibération, moins fixée sur les mécanismes de décision et les outils de pilotage « automatiques », cette approche en quelque sorte « low tech » se retrouve aussi dans

des domaines beaucoup plus opérationnels.

Pour illustrer le propos, nos étudiants ont préconisé des solutions très peu intenses en technologie dans leur rapport sur la lutte contre les îlots de chaleur urbains ou encore dans leur étude sur la maîtrise de la consommation d'énergie dans un territoire rural.

Nous concluons ce panorama en évoquant la question de la durabilité de ces changements de représentations et surtout de leurs effets potentiels sur les pratiques, les stratégies, les politiques. Pour certains de nos partenaires, la crise économique, sociale et territoriale majeure qui nous attend pour les années à venir ne va pas rééquilibrer les territoires et favoriser les processus de coopération. Au contraire, elle renforcera les inégalités, polarisera davantage encore les marchés du travail, diminuera les capacités d'action financières de l'État et des collectivités. Tout ceci est évidemment possible, voire probable. Pour autant, nos projets collectifs nous font aussi détecter deux signaux faibles qui pourraient nous conduire à parier sur une transformation plus profonde.

Le premier signal concerne le lent mouvement des acteurs privés, par exemple des entreprises de services urbains, vers une remise en cause de leurs modèles économiques : dans des cas de plus en plus fréquents, pour lancer une opération, pour gagner un contrat, pour construire des logements ou une infrastructure, il ne suffit plus de proposer un supplément d'âme écologique, social ou démocratique. Les risques de « planter l'opération » ne concernant pas uniquement les très grands chantiers

mais aussi, de plus en plus, les projets « en diffus ». Il faut alors accepter de revoir le programme, le modèle, et même le taux de rentabilité. Il s'agit là d'une frontière qui n'avait, à notre connaissance, jamais été approchée dans les années précédentes.

Nous avons ainsi pu entendre des opérateurs urbains, aménageurs comme promoteurs, nous faire part de la nécessité de réviser les schémas en cours pour introduire plus de nature, plus d'espace public, plus d'équipement public. Nous avons entendu ces mêmes acteurs réclamer l'intervention publique pour récompenser la vertu, orienter le marché, intégrer les externalités positives dans les bilans.

Le second signal, sans doute le plus important, renvoie au fait qu'en fréquentant au quotidien nos étudiants, qui sont aussi les professionnels et, pour certains, les décideurs de demain, nous constatons un profond changement des imaginaires, une intention (à confirmer) de remise en cause très importante des modes de production, de consommation et de vie. Cette génération est la première qui a intégré comme une donnée le changement climatique et les risques sur la biodiversité. C'est aussi la première à assister à une brutale remontée des tensions sociales et politiques. Parions donc qu'elle aura la capacité et l'opportunité de transformer durablement nos manières de faire.



Guillermo Martin,
Directeur exécutif
de l'École urbaine





Qui gouverne le logement social à La Réunion ?



En prenant comme objet de recherche un projet urbain financé par le Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU), cette étude traite de la manière dont les instruments financiers structurent la gouvernance du logement social à La Réunion.



Le logement social réunionnais présente des spécificités, à la fois par son financement, en partie structuré par des subventions propres aux Outremer, et par sa gestion, caractérisée par un grand nombre de Sociétés d'Économie Mixte sur le territoire. C'est pour étudier ces spécificités que quatre étudiantes ont réalisé un projet collectif avec l'Agence Française de Développement (AFD). Ce projet s'est effectué en articulation avec le programme de recherche intitulé PPR : « Les Politiques Publiques à La Réunion : Gouverner l'ultra-périphérie ».

Ces instruments sont multiples et leur fabrique s'opère à Paris. Le groupe a néanmoins observé que l'appropriation locale de ces outils financiers révèle une forte capacité de mobilisation des acteurs territoriaux. Leur mise en œuvre a tendance à produire des effets ambigus sur le territoire, que le groupe a exploré au cours de l'étude. Si le développement du territoire réunionnais semble se structurer autour de ces opportunités de financement, la problématique soulevée est celle d'une insuffisante cohésion entre les acteurs locaux dans le portage des projets de territoire.

Le rapport des étudiantes est public.



P. 44

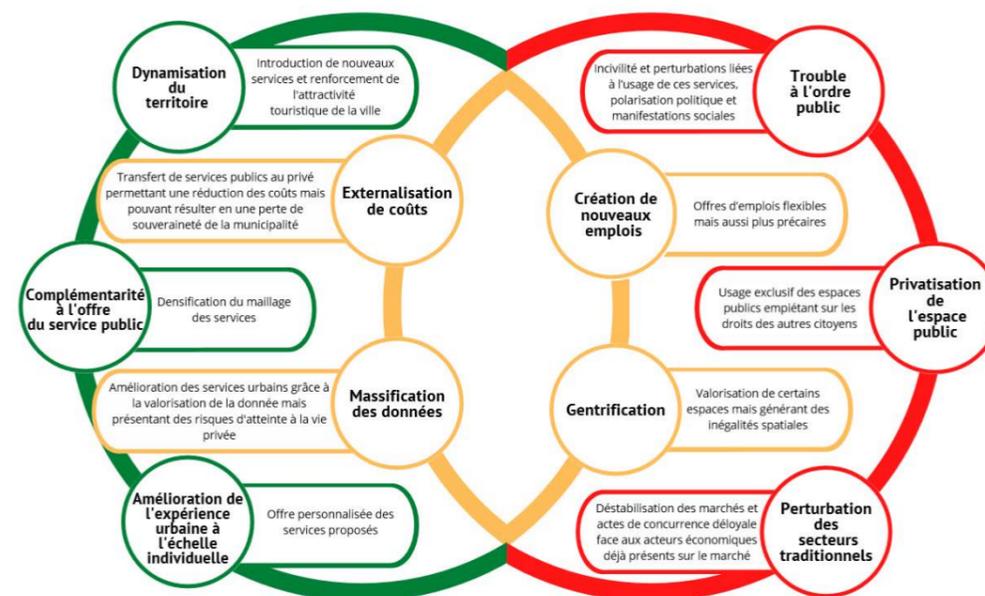
PARTENAIRE
AFD

ÉTUDIANTES DU MASTER STRATÉGIES TERRITORIALES ET URBAINES
MARGOT BRAC DE LA PERRIÈRE
LISE LÉCUYER
MARIE MILANI
ELENA RAGAIN

TUTEUR
RAPHAËL FRETIGNY, LA MÉTA

PROJET

Les villes dans la gouvernance des plateformes du numérique



Les villes attirent les petits et grands acteurs du numérique. Elles sont devenues de véritables laboratoires pour « tester » leurs nouveaux services et les innovations numériques s'y multiplient dans de nombreux secteurs. La ville constitue leur marché principal. Leurs services viennent dans certains cas combler une défaillance, voire une absence des services publics. La magnitude de ce phénomène dépend bien évidemment des particularités socio-économiques (taille, taux de pénétration du smartphone...), politiques et culturelles de chaque ville. Comment les acteurs locaux peuvent-ils tirer parti de ces avancées ? Quelles règles du jeu pour une gouvernance équilibrée du numérique urbain ?

Dans le cas des plateformes, leur pouvoir repose surtout sur l'usage massif de leurs services par les utilisateurs/habitants. Les opportunités pour la ville sont réelles en terme d'attractivité économique et touristique. Cependant, la capacité de

ces acteurs privés à modifier l'usage de la ville, sans pour autant en avoir le mandat, peut générer des relations asymétriques et conflictuelles avec les acteurs publics locaux. Dans ce contexte, il est essentiel de structurer et renforcer le rôle des maires, des autorités locales au sens large et des citoyens/usagers.

Le guide pratique réalisé par les étudiants a pour but de développer un langage commun, destiné aux élus, afin de leur permettre de mieux penser, comprendre et appréhender les enjeux de cet écosystème nouveau. Quatre étapes composent le guide : comprendre, mesurer, agir et partager. Les maires pourront se familiariser avec les particularités de ces nouveaux acteurs, les risques et les opportunités qu'ils représentent, pour ensuite découvrir un éventail de stratégies illustrées par un catalogue d'études de cas autour du monde.

P. 45

PARTENAIRE
AIMF (ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES)

ÉTUDIANTS DU MASTER GOVERNING THE LARGE METROPOLIS
ANTOINE FABRE
SARAH NOUVELLON
EMMA RAIGA-CLEMENCEAU
LIBERTAD SOBRADO

TUTEUR
RÉGIS CHATELLIER, CNIL

PROJET



Aménagement écologique et participatif en secteur périurbain détendu

PARTENAIRE

AQUITANIS

ÉTUDIANTS DU CYCLE D'URBANISME

PAULINE BOOS
MARGAUX CAZALS
MARC OLPHE-GALLIARD
TANYA SAM MING

TUTEUR

NICOLAS ROUGÉ,
UNE AUTRE VILLE

Bailleur social et aménageur historique de la métropole bordelaise, l'Office Public de l'Habitat Aquitanis développe actuellement son activité au-delà de la métropole bordelaise, notamment au sein de trois communes représentatives du contexte périurbain et rural en Gironde et Dordogne : Targon (33), Loupiac (33) et Montagrier (24). Ces projets de développement de bourg visent des formes de développement urbain plus vertueuses, plus mixtes et plus encadrées.

Il s'agit de projets pionniers pour l'aménageur, aussi bien par la taille des communes d'intervention, par l'expertise qu'il apporte, que par l'économie des opérations. En effet, ce sont des communes faiblement peuplées, situées en dehors de son champ d'action historique, où Aquitanis porte des projets à forte ambition écologique et sociale à dimension expérimentale.



Les étudiants ont donc été sollicités pour réaliser une étude afin de conforter la faisabilité économique, sociale



et environnementale de ces projets. L'aménageur souhaitait disposer d'éléments objectivés pour affirmer son positionnement, et le cas échéant, pour adapter ses modalités d'intervention. En effet, les projets portés par Aquitanis sur ces territoires relèvent aujourd'hui d'opportunités d'action circonstancielles et leur mise en œuvre soulève la question des acteurs de l'aménagement écologique, aussi bien du côté des populations cibles que des opérateurs des champs de l'aménagement et de la construction. Cela appelle par conséquent une recherche sur l'existence d'un marché pour les produits écologiques et la structuration de réseaux d'acteurs engagés dans la transition écologique en Nouvelle-Aquitaine.

Urbanisme négocié



La nature complexe des projets urbains actuels stimule l'émergence de nouvelles formes de collaboration entre le secteur public et le secteur privé, créant ainsi des approches innovantes dans la conception, la construction, le financement et l'exploitation d'aménagements et d'infrastructures urbaines à grande échelle. L'envergure inédite de ces projets requière des exigences de planification et de financement qui ne peuvent être satisfaites que par un modèle négocié de programmation et d'exécution, obligeant les agents publics, les consultants, les développeurs et les investisseurs à chercher de manière proactive une collaboration pour la conception et la réalisation des projets urbains.

L'étude demandée aux étudiants par l'AREP, Agence d'architecture interdisciplinaire, explore les formes de ces nouvelles pratiques, rattachées au concept ici appelé « Urbanisme Négocié », dans différentes régions du monde. Cette étude se décompose en trois parties :

- Définition de 4 modèles d'urbanisme négocié. L'urbanisme négocié consiste en une collaboration étroite entre

différents acteurs publics et privés (marchands et non marchands) dans la fabrication de la ville. Il se matérialise sous de nombreuses formes de montage d'opération et de financement selon les contextes culturels, réglementaires, institutionnels et économiques (entre autres) dans lequel il s'inscrit. Quatre modèles d'urbanisme négocié ont été définis afin de situer l'étude dans un cadre théorique cohérent : décentralisé-privé, axé sur le marché, codifié et étatique.

- Déclinaison sur 8 études de cas situés dans différentes régions du monde. Les caractéristiques des quatre modèles d'urbanisme négocié ont été étudiées dans différents contextes, ainsi que les opportunités de combinaisons et d'imbrications des modèles entre eux à travers des études de cas en Arabie Saoudite, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni, au Sénégal, à Singapour et en Tanzanie.
- Création d'un outil informatif pour les collaborateurs d'AREP : « MOFFAC : Montages Opérationnels et Formes de Financement Adaptés au Contexte ».

L'étude est disponible en ligne.

PARTENAIRE

AREP

ÉTUDIANTS DU MASTER GOVERNING THE LARGE METROPOLIS

SÉLINA COLIN
JADE LACOUME
MONA MENADI
CARRICK REDDIN

TUTRICE

MARTINE DROZDZ, LATTIS



Le parcours résidentiel dans la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie

PARTENAIRE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION LISIEUX NORMANDIE (CALN)

ÉTUDIANTS DU MASTER STRATÉGIES TERRITORIALES ET URBAINES
HUGO BONO-DAMESIN
ANNA CARIO
MALOU FOURNIER
EMMA POLICARPO

TUTRICE
DELPHINE BAUDET-COLLINET, ESPACITÉ



Le territoire de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie (CALN) est traversé par de nombreux enjeux notamment en ce qui concerne l'habitat et les trajectoires résidentielles.

Depuis une dizaine d'années, de nombreux ménages quittent le territoire, et le service habitat de la CALN souhaite expliquer ce phénomène et trouver un moyen de l'endiguer, tout en parvenant à attirer de nouveaux habitants.

Le projet réalisé par les étudiants constitue un début de réponse à cette problématique. Ils ont dans un premier temps cherché à établir un diagnostic précis de la situation concernant l'habitat et les parcours résidentiels, au travers de recherches documentaires et statistiques, ainsi que d'entretiens avec les professionnels, les habitants et les actifs ne résidant pas sur le territoire. Cela leur a permis d'identifier les besoins des ménages en matière d'habitat au sens large, ce qui était l'objet de leur rendu intermédiaire.

Suite à cette réunion, ils ont pu entamer une deuxième phase de travail. « Nous nous sommes attachés à répondre

aux questions soulevées lors du rendu intermédiaire grâce à de nouveaux entretiens sur le territoire, puis nous avons mené un travail de benchmark sur les questions d'habitat et de mobilités, afin de proposer des solutions concrètes pour la CALN » précise le groupe.

L'enseignement principal qu'ils ont tirés de ce projet collectif est le décalage entre l'offre de logements et les demandes des ménages, notamment dans les centres urbains où le bâti existant présente des dégradations. Il appartient aussi à la CALN d'arbitrer entre sa stratégie en matière de politique de l'habitat et d'accueil de nouveaux habitants et les souhaits des ménages quant au logement et au terrain idéal, mais la maison de ville leur paraît la meilleure option existante. Le développement d'une Maison de l'Habitat et le soutien aux mobilités durables sur le territoire pourraient répondre aux enjeux que les étudiants ont relevés, ainsi qu'aux besoins/souhaits des habitants.

L'intégralité du rapport est disponible en ligne.



Avenir du secteur Freyssinet à Trappes :

Porte d'entrée de « Saint-Quentin in Saclay », épice centre d'un nouveau lieu de vie d'ambition métropolitaine ?

PARTENAIRE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT PARIS-SACLAY

ÉTUDIANTS DU CYCLE D'URBANISME
ANTOINE BARTH
DIANE BRETON
LÉONOR CHABASON
MATHILDE FRAISSE
NINA HERZOG
ANAS KOUBAITI
NOÉMIE MALLET
SIXIAO YANG

TUTEURS
PATRICIA PELLOUX,
APUR ET BORIS VAPNÉ,
AGENCE V-OLZ

Les étudiants du Cycle d'urbanisme ont été missionnés par l'EPA Paris-Saclay, en lien avec la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et les communes concernées, pour mener une étude sur le devenir du secteur dit Freyssinet, friches ferroviaires s'étendant entre les gares de Trappes et Montigny-le-Bretonneux. Cette étude fait suite au plan-guide élaboré par l'équipe pluridisciplinaire pilotée par Germe&Jam. De novembre 2019 à fin juin 2020, les étudiants ont réalisé une étude pré-opérationnelle, proposant différentes orientations d'aménagement et de programmation, après une première phase de diagnostic territorial approfondi et l'élaboration d'un benchmark sur la question très spécifique de la programmation de la halle Freyssinet au cœur du site. L'EPA Paris-Saclay et ses partenaires ont laissé aux étudiants la liberté d'explorer plusieurs scénarios s'appuyant sur des données d'entrée commune, avant d'en retenir deux très contrastés pour approfondissements. Le scénario « Parc équipé » propose un aménagement par le vide répondant à un enjeu de non artificialisation des sols et de revalorisation de l'île-de-Loisirs, tandis que le scénario « Pôle Freyssinet » génère une nouvelle centralité bâtie et anticipe la connexion du futur quartier au tissu urbain et paysager existant.

Situés dans un secteur exigu, entre des infrastructures de transport majeures et à l'intersection d'espaces aux caractéristiques différentes (espace naturel de loisirs, espace bâti résidentiel et d'activités), les projets imaginés par les étudiants présentent deux stratégies d'aménagement faisant du secteur Freyssinet un important levier pour le territoire. Tirant parti des ressources (environnement naturel, écosystème d'activités, accessibilité métropolitaine) et cherchant à atténuer les faiblesses du territoire (coupures infrastructurelles, enclaves paysagères), chaque projet

propose de créer des liens par la réduction des ruptures spatiales et la création de lieux de rassemblement. La programmation de la halle valorisant l'ancrage local des activités implantées dans des espaces volumineux est considérée comme gage d'un rayonnement métropolitain. Quel que soit le projet proposé par les étudiants, l'ambition globale repose autant sur la mise en relation des équipements actuels que sur une insertion qualitative dans l'écosystème programmatique existant.

Le scénario « Parc équipé » propose une intervention centrée sur la requalification de l'Île de Loisirs en un parc métropolitain équipé. Un parcours lisible en boucle est proposé autour de l'étang de St-Quentin ; il est support d'activités variées, d'équipements sportifs ou non, et met en relation certains secteurs existants. Cette boucle se dédouble pour accrocher le secteur Freyssinet et le pont Leclerc à la requalification de l'Île, proposant une programmation accompagnant la spécialisation du territoire autour du vélo et des sports de glisse. Le scénario « Pôle Freyssinet » imagine une structuration forte de la centralité saint-quentinoise autour d'un cœur d'agglomération dense et métropolitain. Il propose une réponse construite à la question du lien entre les deux gares de Trappes et Montigny-le-Bretonneux. L'île de Loisirs devient le 'Central Park' de ce nouveau quartier mixte mêlant logements, bureaux et équipements rayonnants implantés dans un cadre paysager d'envergure.

Cette étude exploratoire aura permis à l'EPA Paris-Saclay de poursuivre le dialogue avec ses partenaires sur le devenir de ce secteur, et aux étudiants du Cycle d'urbanisme de faire l'expérience en situation réelle d'un travail de diagnostic et de scénarisation spatiale et programmatique, de plonger dans la compréhension fine d'un territoire et des acteurs de sa transformation.





Comment la prise en compte des enjeux de santé transforme la ville et l'immobilier?

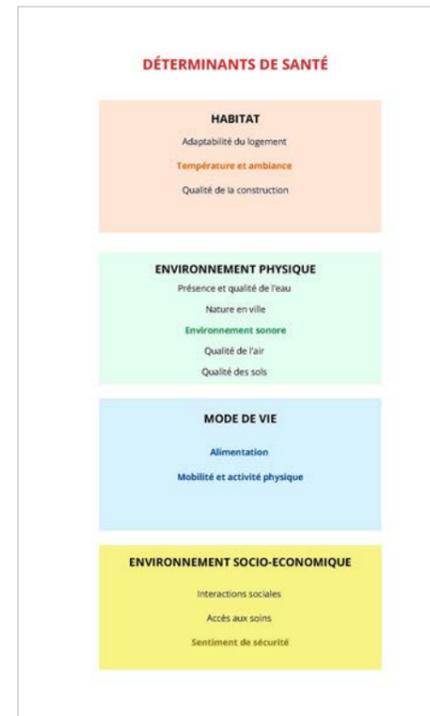
Depuis 2008, plus de la moitié de la population mondiale vit en ville. Plus particulièrement en France, 75 % de la population vit aujourd'hui en zone urbanisée. En parallèle, il est constaté une augmentation des pathologies attribuables pour partie à l'environnement et au fonctionnement urbain, comme l'asthme, le diabète ou certains cancers. Les liens étroits entre santé et environnement urbain sont amplement démontrés par des études de plus en plus nombreuses.

Dans l'ensemble, ce rapport se focalise sur des projets concernant l'activité physique, l'alimentation, le sentiment de sécurité dans l'espace public, l'environnement sonore et la température, qui apparaissent comme des éléments clés pour accompagner une démarche d'urbanisme favorable à la santé. Les conclusions de cette étude prennent un écho encore plus fort avec la crise de la Covid-19.

À la demande de Nexity, quatre étudiantes ont réalisé un projet collectif sur la prise en compte des enjeux de santé dans les projets d'aménagement urbain.

Le projet vise à dresser un panorama des solutions et initiatives innovantes développées dans le champ de l'urbanisme favorable à la santé (UFS), pour renforcer les connaissances et les capacités à agir des filiales de Nexity dans le domaine de la santé. Ce travail débouche sur un rapport qui s'adresse aux professionnels des différentes filiales du groupe Nexity et aux collectivités territoriales désireuses de s'engager sur ces sujets.

Ce rapport questionne la capacité et les modalités d'intervention des acteurs de l'urbanisme, et notamment d'un promoteur immobilier tel que Nexity, pour mieux prendre en compte les enjeux de santé publique, répondre aux nouveaux défis épidémiologiques et améliorer la santé de l'ensemble des populations. Il dresse un panorama des déterminants urbains et immobiliers de la santé. Cette revue de littérature a été complétée par des entretiens et la réalisation d'études de cas sur des initiatives innovantes en matière d'urbanisme favorable à la santé.



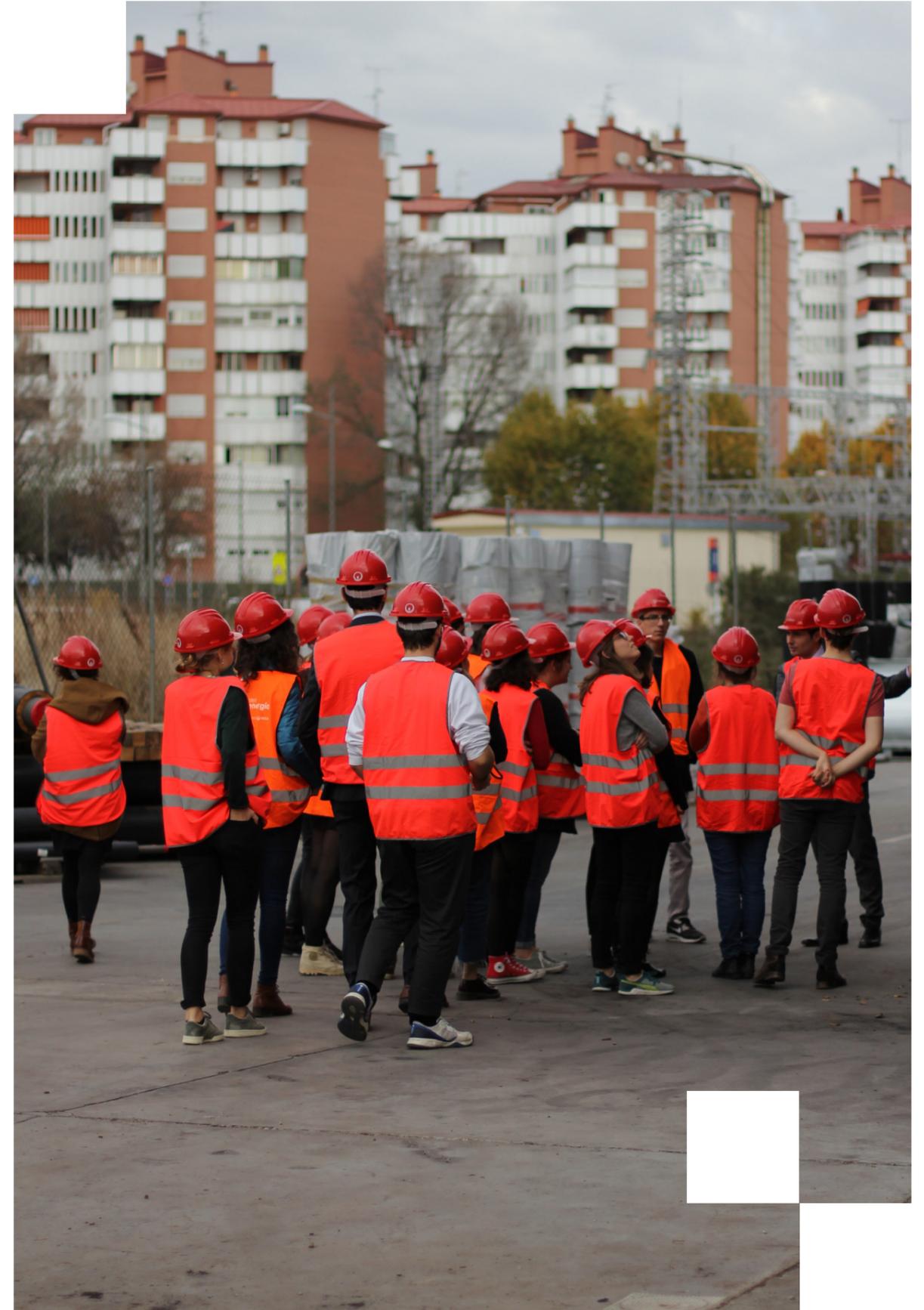
PARTENAIRE
NEXITY

ÉTUDIANTES DU MASTER STRATÉGIES TERRITORIALES ET URBAINES
MARION AUROUZE
OLIVIA BORDAZ
MERWA HIMRANE
CÉCILE ROTH

TUTEUR
NICOLAS NOTIN, ARS

P.50

PROJET



P.51

